

**Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "Le processus d'intégration des Balkans occidentaux à l'Union européenne : le cas de l'Albanie."[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture**

**Auteur :** Alia, Lorela

**Promoteur(s) :** Lika, Liridon

**Faculté :** Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

**Diplôme :** Master en sciences politiques, orientation générale

**Année académique :** 2021-2022

**URI/URL :** <http://hdl.handle.net/2268.2/15618>

---

*Avertissement à l'attention des usagers :*

*Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.*

*Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.*

---



**Travail de fin d'études**

**Le processus d'intégration des Balkans occidentaux à l'Union européenne : le cas de l'Albanie**

Étudiante : Lorela Alia  
Master en sciences politiques, orientation générale

Promoteur : Monsieur Liridon LIKA

Lecteur : Monsieur Kamal Bayramzadeh

Lecteur : Monsieur Antonios Vlassis

Année académique : 2021-2022

*Je voudrais remercier toutes les personnes  
qui ont participé tout au long de mes études.*

*Un grand merci à Mr. Liridon Lika, mon promoteur de mémoire,  
pour son soutien, ses précieux conseils et encouragements.*

*Merci à mes parents pour leur présence et  
leur inconditionnel soutien.*

## Table of Contents

<b>Introduction</b> .....	5
<b>Cadre théorique : L'approche constructiviste</b> .....	8
<b>Première partie: Les Balkans occidentaux de l'instabilité régionale à l'euphorisation</b> .....	11
<b>I. Les Balkans occidentaux, un concept créé par l'Union européenne</b> .....	11
<b>II. Les relations entre les pays des Balkans occidentaux : l'approche régionale</b> .....	14
<b>A. Les Balkans occidentaux: hétérogénéité complexe</b> .....	14
<b>B. La reconstruction et la réconciliation des Balkans occidentaux après les guerres des années 1990</b> .....	15
<b>III. Les Balkans occidentaux : de la stabilisation à l'intégration dans l'Union européenne</b> .....	19
<b>A. La stratégie d'élargissement de l'UE vers des Balkans occidentaux : la politique de conditionnalité</b> .....	20
<b>B. État des lieux de processus de l'intégration européenne des Balkans occidentaux</b> .....	23
<b>C. Quels sont les défis des pays de la région pour adhérer à l'UE ?</b> .....	25
<b>Deuxième partie: L'adhésion à l'UE, priorité stratégique de l'Albanie</b> .....	29
<b>I. Perspective historique des relations bilatérales de l'Albanie avec l'UE</b> .....	29
<b>A. Le partage des idées et valeurs européennes</b> .....	29
<b>B. Transformation des structures politique et économique après les années 1990</b> .....	32
<b>II. Évolution du processus d'adhésion de l'Albanie à l'UE : l'approche de l'adaptation</b> .....	36
<b>A. Chronologie de processus d'intégration européenne</b> .....	36
<b>B. Le statut de pays candidat : un pas de plus vers l'adhésion à l'UE</b> .....	37
<b>C. La situation actuelle du processus de l'intégration : l'ouverture des négociations ?</b> .....	39
<b>III. Le nouveau programme d'assistance de l'UE pour les pays candidats</b> .....	41
<b>Troisième partie : Les enjeux de l'adhésion de l'Albanie à l'UE</b> .....	45
<b>I. Les facteurs qui ont impacté le processus d'adhésion de l'Albanie à l'UE</b> .....	45
<b>A. Les facteurs internes</b> .....	45
<b>B. Les facteurs externes</b> .....	50
<b>II. La coopération regional: ces initiatives éloignent-elles l'Albanie de l'UE ?</b> .....	55
<b>A. Le Processus de Berlin</b> .....	55
<b>B. L'initiative de Open Balkans</b> .....	58
<b>Conclusion</b> .....	61
<b>Bibliographie</b> .....	63
<b>Annex</b> .....	77

## **Acronymes**

ASA- Accord de Stabilisation et d'Association

BM- Banque mondiale

CARDS -Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation

CE- Conseil européen

CE- Commission européenne

FMI - Fonds Monétaire International

INSTAT- Institute of Statistics

IPA- Instrument de pré-adhésion

ONU -Organisation des Nations Unies

OSCE- Organization for Security and Co-operation in Europe

OTAN -Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

PIB- Produit intérieur brut

PSA- Processus de stabilisation et d'association

RCC- Regional Cooperation Council

RFSY - République fédérative socialiste de Yougoslavie

RYCO-Regional Youth Cooperation Office

UE- Union européenne



économique et acquis communautaire), où l'Albanie, ainsi que d'autres pays de la région, ont été identifiés comme pays candidats potentiels.

Mais malgré cette volonté commune, le rythme du processus d'intégration de cette région s'est ralenti ces dernières années, d'une part suite à la fatigue de l'élargissement et d'autre part aux problèmes internes de ces pays. Aujourd'hui, la région des Balkans occidentaux est une région indivisible de l'Europe, et la perspective de l'intégration européenne est considérée comme la meilleure alternative pour l'avenir de la région. Le processus d'intégration dans l'Union européenne (UE) est considéré comme une priorité pour les pays de la région des Balkans occidentaux. De plus, cette région est importante pour l'UE dans le contexte de la sécurité. Pour ces raisons, nous voudrions aborder ce sujet mais aussi parce qu'il n'y a pas beaucoup de travaux sur cette thématique. De plus, nous avons un intérêt personnel pour la région des Balkans occidentaux en général et pour l'Albanie en particulier.

L'objectif de ce travail est de donner une perspective du parcours des Balkans occidentaux dans le processus d'intégration à l'UE se concentrant sur notre étude de cas, l'Albanie, et d'analyser les raisons qui ont influencé ce processus d'intégration.

La question que nous soulevons dans le cadre de nos travaux de recherche est la suivante : quels sont les facteurs qui ont influencé le processus d'intégration de l'Albanie dans l'UE ?

Nous tenterons de répondre à notre question de recherche en analysant l'ensemble du parcours de l'Albanie dans le processus d'intégration et le rôle de l'Union européenne dans ce processus.

Dans cette recherche, nous allons mobiliser l'approche constructiviste pour analyser l'évolution d'adhésion de l'Albanie à l'UE ainsi que la position de l'Union européenne et également de comprendre la position pro-européenne de l'Albanie. Cette approche nous aide à comprendre comment ce processus a évolué et comment les États, les élites, les normes juridiques, les valeurs libérales, l'identité et les intérêts matériels ont influencé le processus d'intégration de l'Albanie.

Nous utiliserons la méthode qualitative de l'analyse de données, basée sur différentes sources documentaires, productions scientifiques (sources secondaires), des rapports de diverses institutions internationales et du gouvernement albanais, en utilisant les données obtenues à partir des rapports périodiques préparés par les institutions de l'Union européenne (Commission européenne), la Banque mondiale, Freedom House, l'Institut albanais d'études internationales, The Economist, The Transparency International, etc., et des données produites sur base des

entretiens semi-directifs. La littérature utilisée était en albanais, anglais et français.

Afin d'illustrer nos propos, nous précisons dans un premier temps le cadre théorique de ce travail en abordant l'approche constructiviste.

Dans le premier chapitre, nous analyserons la région des Balkans occidentaux pour la transition de l'instabilité interne à l'intégration européenne. Dans un premier temps, nous expliquerons l'usage du nouveau terme Balkans occidentaux, puis nous présenterons un bref historique pour comprendre l'instabilité de cette région et la mise en œuvre de l'approche régionale pour instaurer la stabilité et la coopération. Enfin, nous nous concentrerons sur la stratégie d'expansion des Balkans occidentaux par le biais de la politique conditionnelle et nous analyserons les défis auxquels cette région est confrontée pour s'intégrer à l'UE.

Dans le deuxième chapitre, nous analyserons l'évolution du processus d'adhésion de l'Albanie à l'UE. Une première partie sera concentrée sur la perspective historique des relations bilatérales de l'Albanie avec l'UE pour mieux comprendre le lien avec l'occident, suivie par une explication du parcours de l'Albanie dans le processus d'intégration et du soutien de l'UE dans ce parcours.

Dans le troisième chapitre, nous allons nous concentrer sur les enjeux du processus de l'adhésion de l'Albanie. Nous allons d'abord analyser les facteurs internes et externes et leur impact sur le processus d'intégration de l'Albanie à l'UE et puis nous analyserons la coopération régionale de l'Albanie.



## Cadre théorique : L'approche constructiviste

Le constructivisme est une approche des relations internationales qui s'intéresse au rôle de l'identité et des pratiques sociales dans le système international. Elle a été inventée par le politologue américain Nicholas Onuf en 1989, et ce qui a considérablement accru la crédibilité de l'approche constructiviste est l'échec du réalisme et du libéralisme quant à l'interprétation de la guerre froide.<sup>4</sup>

Les constructivistes analysent les pratiques sociales en étudiant la nature de la réalité connue sous le nom d'ontologie<sup>5</sup> et la nature de la connaissance connue sous le nom d'épistémologie<sup>6</sup>. Ils ont remis en question l'ontologie individualiste du rationalisme et à sa place ont mis l'accent sur l'ontologie sociale selon laquelle les individus ou les États sont des êtres essentiellement sociaux et ne peuvent être séparés d'un contexte sémantique normatif qui façonne ce qu'ils sont et les possibilités qui leur sont données<sup>7</sup>.

Le constructivisme soutient que l'identité façonne la manière dont les États pensent à leurs intérêts, l'identité compte parce qu'elle donne des intérêts aux acteurs, et ces intérêts nous disent comment les acteurs peuvent se comporter ou réagir ; les forces matérialistes selon le constructivisme ne nous disent rien sur l'État, l'identité et l'origine des croyances, mais les constructivistes ne nient pas l'existence du monde matériel, ils l'intègrent comme un aspect de leur théorie, mais l'objet matériel a des significations différentes selon le contexte social où il existe<sup>8</sup>.

Un des auteurs du constructivisme comme Alexander Wendt (1999) dit qu'il y a deux principes de base de cette approche : « la structure des relations humaines est déterminée principalement par des idées communes au lieu de forces matérielles » et « les identités et les intérêts des acteurs sont construits sur ces idées communes »<sup>9</sup>. Wendt dit aussi que les relations

---

<sup>4</sup> Dunne, T., Kurki, M., and Smith, S. (2007), *International Relations Theories*, Oxford, Oxford University Press. p. 222.

<sup>5</sup> L'ontologie ( l'étude de l'être) est la branche de la philosophie qui étudie la nature de l'être et se concentre sur les types d'objets qui composent le monde. Ibid. p.224

<sup>6</sup> L'épistémologie est une branche de la philosophie qui étudie l'origine et la nature de la connaissance. Son rôle est d'étudier , d'analyser, et de critiquer les disciplines scientifiques. Ibid. p.224

<sup>7</sup> Ibid., p.223

<sup>8</sup> Nugroho, G. (2008), "Constructivism and International Relations Theories", *Global & Strategis*, 2(1), p. 88-89.

<sup>9</sup>Wendt, A. (1999), *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press. p .139.

entre les États évoluent avec le temps, ici on peut prendre l'exemple des États membres de l'Union européenne (UE) qui étaient autrefois ennemis, mais coopèrent aujourd'hui entre eux comme des alliés fiables. Ainsi, les sujets de la politique internationale ne sont pas rationnellement égoïstes de manière uniforme et universelle, mais ils ont des identités distinctes, façonnées par des circonstances culturelles, sociales, politiques et matérielles, qui ne sont pas statiques, mais en constante évolution à mesure qu'elles interagissent les unes avec les autres et avec l'environnement où ils se trouvent.

Les constructivistes reconnaissent que le système international est de nature anarchique, ce qui signifie qu'il n'a pas d'autorité supérieure. Selon Wendt, « L'anarchie est ce que les États en font »<sup>10</sup>. Ce qu'il veut dire par là, c'est que l'anarchie peut être interprétée de différentes manières selon le sens que les États lui donnent. Pour Wendt, « la structure anarchique ne peut pas être donnée, mais est formée à travers un accord mutuel de normes et de règles »<sup>11</sup>. Autrement dit, puisque nous vivons dans un système anarchique, nous agissons en conséquence. Contrairement aux rationalistes qui sont guidés par une logique des conséquences selon laquelle une action rationnelle est une action qui produira un résultat qui maximise les intérêts de l'unité individuelle<sup>12</sup>.

Les constructivistes, par contre, se concentrent davantage sur les normes et sur les significations communes des comportements légitimes. Selon eux, les normes non seulement limitent l'identité des acteurs mais aussi la façonnent, leurs sujets sont guidés par la logique de l'adéquation<sup>13</sup> Thomas Risse, quant à lui, met l'accent sur les pratiques communicatives et discursives comme une caractéristique importante des approches sociales constructivistes<sup>14</sup>. Selon lui, si l'on veut comprendre et expliquer les comportements sociaux, il faut prendre au sérieux les mots, le langage et la communication, c'est à travers des pratiques discursives que les

---

<sup>10</sup>Wendt, A. (1992). "Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics." *International organization*, 46(2), p.404

<sup>11</sup>Ibid. p. 405

<sup>12</sup> Dunne, T., Kurki, M., and Smith, S. (2007), *International Relations Theories*, Oxford. Oxford University Press. p.226

<sup>13</sup> Ibid. p.225

<sup>14</sup> Risse, T. (2009), *Social Constructivism and European integration*. Dans *European integration theory*, Oxford University Press. p. 149

agents donnent du sens au monde et attribuent du sens à leurs activités<sup>15</sup>. Risse souligne également l'importance de l'identité dans l'analyse de l'UE<sup>16</sup>. Selon lui, l'UE a atteint une hégémonie identitaire en Europe et cette identité n'est pas « donnée », mais s'est formée et a évolué au fil des années<sup>17</sup>.

Nous trouvons approprié de nous appuyer sur l'approche constructiviste pour analyser la politique d'élargissement de l'UE d'une part et le processus d'intégration des Balkans occidentaux<sup>18</sup> et en particulier de l'Albanie d'autre part. Cette approche nous aide à comprendre comment ce processus a évolué et comment les États, les élites, les normes juridiques, les valeurs libérales, l'identité et les intérêts matériels ont influencé l'adhésion de l'Albanie. Nous présenterons certaines des raisons pour lesquelles le constructivisme contribue à une meilleure compréhension des processus d'intégration de l'Albanie à l'UE.

Premièrement, l'approche constructiviste est appropriée pour expliquer la complexité du processus politique. Selon Sabine Saurugger, la première génération d'approches constructivistes (l'institutionnalisme sociologique et discursif, ainsi que la socialisation et l'apprentissage) et le constructivisme centré sur l'acteur ont permis l'introduction d'outils pour concevoir la complexité des politiques de l'UE<sup>19</sup>, en mettant l'accent sur les valeurs qui les guident, les règles et les lois. Également, selon Frank Schimmelfennig, le comportement d'un acteur est déterminé non seulement par une analyse coûts-avantages mais aussi par ses valeurs, normes et standards de légitimité, cela a à voir avec ce que les constructivistes considèrent comme « la logique d'adaptation »<sup>20</sup>. À cet égard, l'élargissement d'une organisation internationale représente un processus de socialisation internationale et, plus précisément, un pays peut demander et obtenir l'adhésion à l'UE s'il montre qu'il partage les mêmes valeurs libérales et normes multilatérales avec l'UE.

---

<sup>15</sup>Wiener, A., Borzel, T. A., and Risse, T. (2009). *European Integration Theory*. Oxford. Oxford University Press. p.149

<sup>16</sup>*Ibid.* P.154

<sup>17</sup>Wiener, A., Borzel, T. A., and Risse, T. (2009), *European Integration Theory*, Oxford. Oxford University Press. p.154-156.

<sup>18</sup> Le concept des Balkans occidentaux comprend les pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, et Serbie.

<sup>19</sup>Saurugger, S. (2013). Constructivism and public policy approaches in the EU: from ideas to power games. *Journal of European Public Policy*, 20(6), p.901.

<sup>20</sup>Dunne, T., Kurki, M., and Smith, S. (2007), *International Relations Theories*, Oxford. Oxford University Press. pp.237

Deuxièmement, les constructivistes mettent l'accent sur le processus d'interaction entre l'agent et les structures sociales, où d'une part nous avons l'interaction entre l'État et l'élite en tant qu'agent, et d'autre part les normes et les institutions internationales en tant que structures sociales<sup>21</sup>. Cela nous permet de comprendre plus profondément les influences des États, des élites et de la structure sociale dans les processus d'intégration.

Troisièmement, selon les constructivistes, les relations inter-étatiques ne sont pas statiques, mais évoluent dans le temps, elles sont également influencées par des circonstances historiques, culturelles<sup>22</sup>. Dans ce contexte, nous pouvons essayer de comprendre l'évolution de l'UE, des Balkans occidentaux et l'évolution des critères d'adhésion eux-mêmes au fil des ans.

En dernier lieu, les auteurs du constructivisme interprètent que la coopération entre États est impactée d'abord par l'identité qui joue un rôle important entre eux et dans leur approche de voir un État comme un allié pour la coopération ou non ; ensuite par la politique, Risse-Kappen souligne que les démocraties développent une « identité collective » entre les États et facilitent la coopération à des fins spécifiques<sup>23</sup>; et enfin par l'intérêt des États à avoir des bénéfices à long terme qui les incitent à développer et à maintenir leur « bonne » réputation et leur identité<sup>24</sup>.

## **Première partie: Les Balkans occidentaux de l'instabilité régionale à l'eupéanisation**

### **I. Les Balkans occidentaux, un concept créé par l'Union européenne**

Les Balkans, également connus sous le nom de péninsule balkanique, se situent au sud-est de l'Europe (en fait, il n'y a pas de définition exacte concernant l'étendue géographique). Le mot Balkan est dérivé du mot turc signifiant montagnes, ce terme géographique est souvent associé à la réalité historique. Les Balkans ont été le théâtre d'affrontements et de conflits

---

<sup>21</sup> Nugroho, G. (2008), "Constructivism and International Relations Theories.", *Global & Strategis*, 2(1), p.95.

<sup>22</sup> Dunne, T., Kurki, M., and Smith, S. (2007), *International Relations Theories*, Oxford .Oxford University Press. p.226

<sup>23</sup> Risse-Kappen, T., (1996), *Collective Identity in a Democratic Community: The Case of NATO*, *Dans The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* . New York. Columbia University Press. p.23.

<sup>24</sup> Nugroho, G. (2008), "Constructivism and International Relations Theories.", *Global & Strategis*, 2(1), p.92-93.

punctuels, on peut rappeler les guerres balkaniques de 1912-1913, le début de la Première Guerre mondiale ou les guerres des années 1990, avec la dissolution violente de l'ex-Yougoslavie. Ce conflit, entre autres, a accru le fardeau négatif (par la haine et la colère) et le manque d'acceptation mutuelle entre les peuples de cette région<sup>25</sup>.

Mais pour mieux comprendre cette connotation négative du terme « Balkans », nous allons essayer d'analyser l'origine de ce mot et l'évolution qu'il a subie au fil du temps. Aujourd'hui, il est largement admis par les historiens de cette région que le mot « Balkans » est entré dans cette péninsule après l'arrivée des Turcs<sup>26</sup>. Selon Maria Todorova, la définition des Balkans a suivi une série de critères géographiques, politiques, historiques, culturels, ethniques, religieux et économiques<sup>27</sup>. Une connotation négative dérivée du mot Balkans est le « balkanisation » qui dérive de la division des anciens territoires de l'Empire turc en États plus petits et indépendants. Cette connotation négative a commencé à se répandre davantage au XIX<sup>e</sup> siècle, où le terme Balkans a commencé à être utilisé comme un terme politique et non dans un sens purement géographique pour définir les États issus de l'Empire ottoman<sup>28</sup>. Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, ce terme est devenu un mépris, causé par les événements qui ont accompagné la dissolution de l'Empire ottoman et la création de petits États faibles et économiquement arriérés<sup>29</sup>. Ces pays ont commencé à montrer des efforts pour se moderniser, mais ont rencontré de grandes difficultés au cours de ces processus de modernisation, et ces difficultés se sont accompagnées d'un niveau élevé de nationalisme<sup>30</sup>. Et ce terme sera utilisé dans un deuxième temps pendant la période de la Seconde Guerre mondiale comme une notion définissant le sentiment de honte et d'incapacité à former un État.<sup>31</sup>

Après la chute du communisme et la dissolution de l'Union soviétique, la politique étrangère de la Union européenne (UE) s'est concentrée sur la manière de permettre l'intégration des pays d'Europe du Sud-Est qui venaient de sortir du régime communiste .

---

<sup>25</sup> Pond, E. (2006), *Endgame in the Balkans: Regime Change, European Style*, Amsterdam. Brookings Institution Press.

<sup>26</sup> Todorova, M. (2009). *Imagining the Balkans*. Oxford University Press. p.27

<sup>27</sup> Todorova, M. (2009). *Imagining the Balkans*. Oxford University Press. p.30

<sup>28</sup> Todorova, M. (2009). *Imagining the Balkans*. Oxford University Press. p.32

<sup>29</sup> Ibid p.32

<sup>30</sup> Pond, E. (2006), *Endgame in the Balkans: Regime Change, European Style*, Amsterdam. Brookings Institution Press.

<sup>31</sup> Todorova, M. (2009). *Imagining the Balkans*. Oxford University Press. p.35

À une époque où l'Europe occidentale pensait que la paix et la prospérité prévaudraient dans toute l'Europe, les Balkans se sont retrouvés impliqués dans une guerre à propos de l'éclatement de la Yougoslavie. Après une période de crise politique et économique après que les années 1980 aient conduit à la dissolution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie (RFSY),<sup>32</sup> cette séparation a été suivie d'une série de guerres interethniques. De plus, après ces événements, les guerres yougoslaves se sont intensifiées en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Ces guerres ont laissé des conséquences économiques et politiques extraordinaires à long terme dans cette région, qui continuent de se faire sentir à ce jour même si de nombreuses années se sont écoulées.

Ce sont les guerres dans les Balkans qui ont attiré l'attention de l'Occident parce que ces événements se déroulaient à un pas de l'UE et pouvaient se propager à travers l'Europe.<sup>33</sup> Constatant la vulnérabilité de cette région, l'UE s'est fixé comme objectif d'intégrer cette région dans le projet commun européen, considérant l'intégration comme la seule voie vers la stabilité, la paix et la prospérité dans la région.

Après ces événements, nous avons eu le changement des frontières et de la carte politique avec la création de sept nouveaux États après la désintégration de l'ex-Yougoslavie. Dans ce contexte, en 1998, lors du Conseil de Vienne, l'UE a introduit pour la première fois la notion politique de « Balkans occidentaux », qui est aujourd'hui largement utilisée par les fonctionnaires de l'UE<sup>34</sup>. Désignant sept pays initialement et aujourd'hui avec l'intégration de la Croatie dans l'UE en 2013, ce terme comprend six pays (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine de Nord, Monténégro, Serbie) restant hors de l'UE, qui adhèrent pour faire partie de cette union.

L'UE n'a fixé ce terme que pour une partie des pays de la péninsule balkanique parce que des termes similaires aux « Balkans occidentaux » n'existent pas, tels que « Balkans du Nord »

---

<sup>32</sup> Après la Deuxième Guerre mondiale, la Yougoslavie devient une fédération de six républiques aux frontières ethnique et historique: Bosnia-Herzegovina, Croatia, Macedonia du Nord, Monténégro, Serbie et Slovénie deux provinces autonomes: la Voïvodine et le Kosovo.

<sup>33</sup> Pond, E. (2006), *Endgame in the Balkans: Regime Change, European Style*, Amsterdam. Brookings Institution Press.

<sup>34</sup> *Conseil Européen de Vienne 11 et 12 Décembre 1998 : Conclusions de la Présidence*. (1999).

European Parliament. Consulté le 15 juillet 2022, à l'adresse

[https://www.europarl.europa.eu/summits/wie1\\_fr.htm](https://www.europarl.europa.eu/summits/wie1_fr.htm)

ou « Balkans du Sud » pour identifier les autres pays de cette région. Si nous analysons, le néologisme « Balkans occidentaux » continue de conserver le mot « Balkans » qui porte une connotation négative, bien que le mot « occidentaux » ait été ajouté, ce mot ne fait pas référence au monde occidental, mais à la position géographique de ces pays<sup>35</sup>. Selon Wim van Meurs, ce terme est inapproprié, car il sous-entend le sous-développement économique, le nationalisme ethnique mais aussi discursivement ce terme situe cette région hors de l'Europe<sup>36</sup>. Aussi, Tanja Petrovic voit dans ce terme « Balkans occidentaux » une façon de désigner l'espace hors l'UE<sup>37</sup>. Pendant ce temps, Kolsto Pål ne le considère pas comme une stratégie d'exclusion parce que l'UE a rétabli que l'avenir des Balkans occidentaux se trouve dans l'UE<sup>38</sup>.

## **II. Les relations entre les pays des Balkans occidentaux : l'approche régionale**

### **A. Les Balkans occidentaux : hétérogénéité complexe**

La péninsule balkanique est une région qui a été façonnée par l'héritage de nombreux empires qui ont été présents dans cette région à différentes périodes, tels que l'Empire romain, l'Empire byzantin, l'Empire ottoman, l'Empire austro-hongrois, ainsi que les mouvements démographiques qui ont accompagné la région.<sup>39</sup> L'identité des Balkans occidentaux est

---

<sup>35</sup> Lika L. (2020) *Les Balkans occidentaux à la croisée de l'intégration européenne et de la projection des puissances émergentes. Analyse du cadre triangulaire entre les Balkans occidentaux, l'Union européenne et la Turquie*, Thèse de doctorat en science politique et sociale, Université de Liège, p.90.

<sup>36</sup> Club of Three (2000), "The Balkans and New European Responsibilities", *Strategy paper presented to the special meeting of "The Club of Three and the Balkans"*, Wim van Meurs, Brussels, p.13

<sup>37</sup> Petrovic, T. (2009), "A Long Way Home: Representations of the Western Balkans in Political and Media Discourses" (*Ljubljana, Mirovni inštitut Ljubljana*), p.79

<sup>38</sup> Kolstø Pål (2016), "Western Balkans' as the New Balkans: Regional Names as Tools for Stigmatisation and Exclusion", *Europe-Asia Studies*, vol. 68, p.1249.

<sup>39</sup> Gaspard, M. (2007), " Les élargissements de l'Union dans les Balkans occidentaux: état des lieux et perspectives. ", *Politique Étrangère, Été(2)*, p.428-429.

étroitement liée à ces influences extérieures qui ont influencé divers domaines de cette région, politiques, économiques, religieux et culturels.

Aujourd'hui, la région des Balkans occidentaux se caractérise par un nombre élevé d'ethnies, de religions, de langues, de cultures et d'influences extérieures qui sont l'héritage des périodes antérieures, tous ces éléments ont influencé les conflits successifs auxquels cette région a été confrontée.

Après la Seconde Guerre mondiale jusque dans les années 1990, il semblait à première vue que la Fédération communiste Yougoslave pouvait permettre une coexistence harmonieuse des différents groupes ethniques et religieux qui s'étaient longtemps opposés<sup>40</sup>. Ce rêve a pris fin lorsque les entités fédérées de la fédération ont cherché à construire leurs propres États. Ce désir de sécession de la fédération Yougoslave est le résultat de problèmes sociaux, économiques et politiques résultant d'une mauvaise gestion interne et de la prévalence de la population serbe sur les autres ethnies de la fédération<sup>41</sup>. Tous ces problèmes ont conduit à la promotion du nationalisme et à la volonté de se séparer de la fédération Yougoslave.

Selon Elizabeth Pond, « à la fin de la guerre froide, l'idéologie socialiste de la Yougoslavie a réfuté le mythe de l'unité pour deux alphabets, trois religions, quatre langues, cinq nationalités et six États qui avaient coexisté pendant sept décennies »<sup>42</sup>. Cette illusion de coexistence a pris fin au moment où la Slovénie a demandé son indépendance, et plus tard cette action a été suivie par la demande de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo. Ces trois derniers ont fait face à la violence et à des guerres sanglantes pour se séparer de l'ex-Yougoslavie.

## **B. La reconstruction et la réconciliation des Balkans occidentaux après les guerres des années 1990**

---

<sup>40</sup> Ibid p . 421

<sup>41</sup> Pond, E. (2006), *Endgame in the Balkans: Regime Change, European Style*, Amsterdam. Brookings Institution Press

<sup>42</sup> Ibid. p. 9



La désintégration de la Yougoslavie a provoqué des guerres, des violences, un « nettoyage ethnique » et des dégâts extraordinaires dans les Balkans. Bien que ces événements aient eu lieu aux portes de l'UE, celle-ci n'a pas pu intervenir à temps pour stabiliser la région faute de politique étrangère commune. Ces guerres ont été stoppées avec l'intervention des États-Unis et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). La contribution de l'UE à l'intervention internationale dans la résolution des conflits des Balkans a été largement discutée et critiquée : il a été souligné le manque de cohésion politique des États membres dans la gestion des crises, une politique étrangère inexistante. Trois accords principaux ont marqué le désarmement et le retour de la paix dans la région. D'abord l'accord Dayton signé en 1995, un accord de paix pour mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine<sup>43</sup>. Puis, en mars 1999, l'OTAN a décidé de lancer une intervention sur la Serbie à cause du génocide qu'elle causait au Kosovo. Après l'intervention de l'OTAN, la résolution 1244 de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a été adoptée où le Kosovo était défini comme un protectorat de l'ONU<sup>44</sup>. Un autre accord qui a apporté la stabilité dans la région a été l'accord d'Ohrid en 2001, un accord de paix entre la Macédoine du Nord et des représentants de la communauté albanaise dans le but de reconnaître, respecter et protéger les Albanais. Avec la fin des guerres, l'UE a compris que cette région avait besoin de sa présence et que l'intégration des Balkans occidentaux était le choix le plus approprié pour établir la paix, la stabilité, le renouveau économique et la démocratisation de ces pays<sup>45</sup>.

La réconciliation est généralement nécessaire lorsque des sociétés ou des groupes au sein d'une société en conflit développent des croyances, des attitudes, des émotions et des motivations qui entravent le développement de relations pacifiques. De cette manière, l'UE a adopté une approche régionale des Balkans occidentaux; l'approche régionale est basée sur la politique d'intégration dans une perspective régionale visant à promouvoir la paix, la stabilité et le développement durable des Balkans occidentaux<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> Ibid. p.60

<sup>44</sup> Nigoul, C. (2008), “ Les Balkans occidentaux sous la tutelle de la communauté internationale.”, *L'Europe En Formation*, 349–350(3), p. 20.

<sup>45</sup> Pond, E. (2006), *Endgame in the Balkans: Regime Change, European Style*, Amsterdam. Brookings Institution Press.

<sup>46</sup> Türkes, M., and Gökgöz, G. (2006), “The European Union’s Strategy towards the Western Balkans: Exclusion or Integration?”, *East European Politics and Societies: And Cultures*, 20(4), p.675.

Mais d'un autre côté, la coopération régionale est tout aussi importante d'un point de vue économique, par exemple, en termes de libéralisation des échanges en améliorant le climat d'investissement, dans les marchés régionaux de l'énergie et les projets environnementaux régionaux. L'UE considère la coopération régionale comme une condition essentielle de l'intégration de la région dans l'UE<sup>47</sup>.

Pour ces raisons, le Pacte de stabilité (PS) pour l'Europe du Sud-Est a été créé en 1999 à l'initiative de l'UE, qui visait à renforcer la paix et la sécurité ainsi que la croissance économique. En mai 1999, l'UE a adopté le processus de stabilisation et d'association (PSA) pour chacun des pays des Balkans occidentaux, cet instrument servirait non seulement à la reconstruction économique et à la réforme de leur système politique mais servirait également à exprimer la volonté de l'UE d'accepter ces pays comme candidats potentiels<sup>48</sup>.

Cet accord repose sur trois instruments principaux qui servent à stabiliser la région et à aligner progressivement ces pays sur le système juridique et économique de l'UE, le système de préférences commerciales et l'assistance technique et financière<sup>49</sup>.

L'UE a mis en place divers programmes pour aider la région ; à travers Community Assistance for Reconstruction, Development and Stabilisation (CARDS)<sup>50</sup> d'aide à la reconstruction de ces pays 4,65 milliards d'euros pour la période 2000-2006.

L'Instrument d'aide de préadhésion (IPA) (2007-2013) est un instrument d'assistance financière aux pays candidats et candidats potentiels. Cette assistance avait pour objectif de préparer ces pays à l'adhésion à l'UE et de soutenir l'adaptation et la mise en œuvre des réformes politiques, économiques, institutionnelles, sociales et administratives nécessaires<sup>51</sup> IPA II (2014-2020) concerne l'assistance financière pour les Balkans occidentaux et la Turquie - d'un montant de 2,98 milliards d'euros. À travers toutes ces initiatives, il y a eu des progrès au niveau

---

<sup>47</sup> A. (2019). Balkans occidentaux : pas de progrès sans réconciliation. Ministère fédéral des Affaires étrangères. Consulté le 3 avril 2022, à l'adresse <https://www.auswaertiges-amt.de/fr/newsroom/-/2210434#:~:text=La%20r%C3%A9conciliation%20dans%20les%20Balkans,et%20d'%C2%AB%20exiger%20%C2%BB>.

<sup>48</sup> Nigoul, C. (2008), " Les Balkans occidentaux sous la tutelle de la communauté internationale.", *L'Europe En Formation*, (3), p. 23.

<sup>49</sup> Abazi, E. (2011), "Kujdes hendekun: Shqipëria në Europë: perspektiva dhe sfida ", *Politikja*, 1, p.82

<sup>50</sup> European Commission External Relations Directorate General. (2007). *CARDS Assistance Programme to the western Balkans Regional Strategy Paper 2002–2006*. p. 20.

<sup>51</sup> *How IPA works*. (2020). Regional Policy - European Commission. Consulté le 7 mars 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/funding/ipa/how/](https://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/ipa/how/)

macroéconomique ainsi que dans la reconstruction de ces pays.

Les Balkans occidentaux ont entrepris plus de 40 initiatives régionales<sup>52</sup> au cours des dernières décennies. Initialement, la coopération régionale était principalement perçue comme une stratégie de paix et de renforcement de la sécurité dans la région (certaines des initiatives les plus importantes (Table.1 Annex). La création du Conseil de coopération régionale (CCR) le 27 février 2008 à Sofia a marqué la transition formelle du Pacte de stabilité au CCR. Le CCR visait à sensibiliser les pays de la région à prendre en main le processus de coopération régionale<sup>53</sup>. Une autre initiative importante pour la région est le Processus de Berlin lancé en 2014 par la chancelière allemande Angela Merkel et le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier. Cette initiative européenne menée par l'Allemagne visait à revitaliser la perspective de l'UE dans la région en facilitant la coopération régionale entre les six pays des Balkans occidentaux et en les aidant à remplir les critères d'adhésion à l'UE. Dans la pratique, l'agenda du Processus de Berlin est un cadre global qui rassemble de multiples mécanismes pour renforcer la coopération et le développement économique dans les pays de la région <sup>54</sup>.

Dans le cadre du Processus de Berlin, en juillet 2017, le CCR a introduit un plan d'action pluriannuel consolidé pour une zone économique régionale dans les six États des Balkans occidentaux lors du sommet de Trieste, en Italie. Deux ans plus tard, l'initiative a été critiquée pour ses progrès insuffisants qui pouvaient affecter la croissance économique et la poursuite de l'intégration de la région<sup>55</sup>. En octobre 2019, le président serbe Aleksandr Vucic, le Premier ministre albanais Edi Rama et le Premier ministre de la Macédoine du Nord Zoran Zaev ont lancé le soi-disant « mini-Schengen » afin de faire progresser l'intégration économique entre eux grâce à la libre circulation des personnes, des biens, des services et capitaux. Aujourd'hui, ce projet est connu sous le nom « Open Balkan » et regroupe trois pays de la région, l'Albanie, la

---

<sup>52</sup> Members' Research Service. (2016, September 27). *The Western Balkans and the EU: Enlargement and challenges*. Epthinktank., Consulté le 20 Mars, à l'adresse <https://epthinktank.eu/2016/09/27/the-western-balkans-and-the-eu-enlargement-and-challenges/>

<sup>53</sup> Abazi, E. (2011), "Kujdes hendekun: Shqipëria në Europë: perspektiva dhe sfida", *Politikja*, 1, p. 85. Hal-01319697

<sup>54</sup> European Parliament. (2019). *Reconciliation in the Western Balkans*. p. 6. Consulté le 24 novembre 2021, à l'adresse [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637964/EPRS\\_BRI\(2019\)637964\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637964/EPRS_BRI(2019)637964_EN.pdf)

<sup>55</sup> Nechev, Z., Madhi, G., Čerimagić, A., and Nicić, J. (2017, novembre). *Towards the more visible, efficient and effective : Berlin Process 2.0*. EU Policy hub. <http://www.eupolicyhub.eu/wp-content/uploads/2017/12/Berlin-Process-2-web.pdf>

Macédoine du Nord et la Serbie, alors que l'initiative a reçu de nombreuses critiques de la part d'autres pays de la région qui ont refusé d'adhérer<sup>56</sup>. Bien que le nombre d'initiatives de coopération régionale ait été élevé, ces initiatives n'ont pas donné de résultats positifs dans les régions.

Deux décennies après le dernier conflit armé dans les Balkans occidentaux, la région continue d'être caractérisée par des désaccords bilatéraux. La réconciliation est considérée comme un facteur déterminant pour la démocratie de ces pays et leur intégration dans l'UE<sup>57</sup>. Aujourd'hui, les dynamiques politiques et sociales se caractérisent par un chômage élevé des jeunes, la corruption et un manque de confiance dans la classe politique<sup>58</sup>. La classe politique, ne répondant pas aux demandes ni aux attentes des citoyens, a élevé la rhétorique nationaliste dans ses discours politiques, pour un gain personnel en impactant directement la coopération et la réconciliation régionales<sup>59</sup>. Une autre raison est que la Serbie n'a pas accepté la responsabilité de son rôle dans le conflit, cela se remarque par la non-acceptation des décisions de la communauté internationale et de la Cour internationale de Justice par les États impliqués dans la guerre, où nous pouvons amener l'exemple du génocide serbe qui n'a pas été reconnu comme génocide par l'État serbe, mais a été reconnu comme génocide par la communauté internationale<sup>60</sup>.

Le processus de réconciliation n'est pas un processus facile pour la région parce que l'histoire de la guerre est encore fraîche, et parce que la Serbie qui a causé ces guerres dans cette région n'a pas pris ses responsabilités.

### **III. Les Balkans occidentaux : de la stabilisation à l'intégration dans l'Union européenne**

---

<sup>56</sup> Ristić, D. (2021). Open Balkan Initiative. Consulté le 14 novembre 2021, à l'adresse <https://cep.org.rs/en/blogs/open-balkan-initiative/>

<sup>57</sup> European Parliament. (2019). *Reconciliation in the Western Balkans*. p. 3. Consulté le 24 novembre 2021, à l'adresse

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637964/EPRS\\_BRI\(2019\)637964\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637964/EPRS_BRI(2019)637964_EN.pdf)

<sup>58</sup> Madhi, G., Juzová, J., Strážay, T., Balcer, A., Minić, J., and Garai, N. (2019), "Reconciliation in the Western Balkans: Overcoming the past together", *Europeum*, p .1.

<sup>59</sup> Ibid p.2

<sup>60</sup>Ibid. p.2

## **A. La stratégie d'élargissement de l'UE vers des Balkans occidentaux : la politique de conditionnalité**

La politique d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux a soulevé de nombreuses questions ces dernières années, liées à l'absorption de nouveaux membres<sup>61</sup>. Nous nous concentrerons sur la stratégie d'élargissement de l'UE vers les Balkans occidentaux, connue sous le nom de politique de conditionnalité. L'approche constructiviste se concentre davantage sur les valeurs et les mécanismes cognitifs et les pays qui aspirent à adhérer s'adaptent plus rapidement aux exigences de l'UE.

L'article 49 du traité sur l'UE prévoit que tous les pays européens peuvent demander à devenir membres s'ils respectent les principes de liberté, de démocratie, des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'État de droit (art. 49 du traité sur l'UE)<sup>62</sup>.

Un pays ne peut adhérer que s'il répond aux critères d'adhésion, définis par le Conseil européen de Copenhague en 1993 et mis en œuvre en 1995<sup>63</sup>. Ces critères sont : 1. critères politiques : institutions stables garantissant la démocratie, l'État de droit, le respect de droits de l'homme et la protection des minorités. 2. critères économiques : une économie de marché viable et la capacité de faire face à la concurrence et aux forces du marché dans l'UE. 3. la capacité d'accepter les obligations de l'adhésion, y compris le soutien des objectifs de l'union politique, économique et monétaire. 4. adoption d'un organe législatif européen complet et mise en œuvre effective de cette législation à travers des structures administratives et juridiques appropriées<sup>64</sup>.

Par cette politique de conditionnement, l'UE a visé à réaliser la stabilité, la paix, la démocratisation de la région et le développement d'une économie de marché libre.

Le Conseil européen réuni à Madrid en décembre 1995 a ajouté qu'un pays candidat doit

---

<sup>61</sup> Dahrendorf Forum, and Economides, S. (2020, March). *From Fatigue to Resistance: EU Enlargement and the Western Balkans* (Working Paper No. 17). London School of Economics and Political Science. p. 3. Consulté le 24 avril 2022, à l'adresse <https://www.dahrendorf-forum.eu/wp-content/uploads/2020/03/From-Fatigue-to-Resistance.pdf>

<sup>62</sup> Version consolidée du traité sur l'Union européenne — Titre VI: Dispositions finales — Article 49 (ex-article 49 TUE) (JO C 202 du 7.6.2016, p. 43)

<sup>63</sup> *EUR-Lex - accession\_criteria\_copenhagen - EN - EUR-Lex.* (1993). EUR-Lex. Consulté le 1 mai 2022, à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/accession-criteria-copenhagen-criteria.html>

<sup>64</sup> Ibid.

être en mesure d'appliquer le droit européen et de garantir que sa transposition dans son droit national est mise en œuvre efficacement au moyen de structures judiciaires et administratives appropriées. Ces critères ont été fixés par les acteurs européens pour les pays d'Europe centrale et d'Europe du Sud-Est après la chute du "rideau de fer", à la suite duquel tous ces pays ont fait de l'intégration à l'UE un objectif clef pour l'avenir de leur pays<sup>65</sup>.

Le Conseil européen de Cologne en 1999 a adopté le PSA comme une sorte de contrat qui offrait aux pays des Balkans occidentaux une perspective d'adhésion à l'UE lorsque les critères de Copenhague seraient remplis. Lors du Conseil européen de Feira en 2000, tous les pays ont reçu le statut de « candidat potentiel » sauf le Kosovo en raison de son statut. Cette perspective a ensuite été confirmée lors du Sommet de Zagreb le 24 novembre 2000 puis lors du Sommet de Thessalonique le 21 juin 2003, qui ont fixé l'agenda des pays des Balkans occidentaux<sup>66</sup>. Et c'est en 2003 que les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont adopté « l'Agenda de Thessalonique »<sup>67</sup>, qui a confirmé la perspective d'une future adhésion pour tous les pays des Balkans occidentaux. En conséquence, l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie ont été considérés comme des pays candidats potentiels.

Mais pour les pays des Balkans occidentaux, l'UE décide qu'en plus des critères de Copenhague, elle ajoutera deux autres critères, compte tenu de l'instabilité de cette région. Ces deux critères sont : le coopération régionale et le respect des minorités ethniques, ces conditions ont pour objectif la préservation de la paix et de la prospérité dans la région.<sup>68</sup>

Cependant, depuis le début du processus d'élargissement lui-même, il a progressivement changé en raison des affaires intérieures de l'UE et des défis auxquels l'Union elle-même a été confrontée, tels que la fatigue des élargissements précédents, la crise économique de 2008, le Brexit, la crise des réfugiés depuis 2014, et plus récemment la pandémie de COVID-19. Après 20 ans d'aspirations à l'intégration européenne, le processus lui-même a subi quelques

---

<sup>65</sup> *Madrid European Council (12/95): Conclusion.* (1995). European Parliament. Consulté le 13 novembre 2021, à l'adresse [https://www.europarl.europa.eu/summits/mad1\\_en.htm](https://www.europarl.europa.eu/summits/mad1_en.htm)

<sup>66</sup> Elbasani, A. (2013), *European Integration and Transformation in the Western Balkans: Europeanization or Business as Usual? (Routledge/UACES Contemporary European Studies)*, London. Routledge. p.23,24.

<sup>67</sup> Mirel, P. (2018). "The Western Balkans: between stabilization and integration in the European Union." *European Issues Policy Paper, Fondation Robert Schuman*, (459).p.2.

<sup>68</sup> Bieber, F. (2013), *EU Conditionality in the Western Balkans*, New York. Routledge. p. 3

changements.

Enfin, il est noté que la politique d'élargissement, telle qu'elle est en cours d'élaboration et en cours de mise en œuvre, n'est plus en mesure de favoriser la consolidation de la démocratie et d'assurer le développement sociétal global des Balkans occidentaux<sup>69</sup>. La région semble connaître une régression socio-économique prolongée, conduisant à l'échec des politiques de gouvernance et au non-fonctionnement des politiques de transformation de l'UE<sup>70</sup>. Alors que dans la dynamique interne de l'UE, il n'y a pas d'accord sur le rythme et les modalités d'intégration des pays de la région. Cette configuration a reflété la nécessité d'une réforme de la politique d'élargissement, à laquelle la Commission européenne a répondu en publiant la nouvelle méthodologie d'élargissement, qui réaffirme au premier plan l'engagement de l'UE en faveur de l'intégration des pays des Balkans occidentaux. Leur objectif global est d'accroître la crédibilité et la confiance des deux parties et de donner de meilleurs résultats sur le terrain<sup>71</sup>. Dans toutes les communications officielles de la Commission européenne, le maître mot est « crédibilité »<sup>72</sup>. Dans ce contexte, la nouvelle méthodologie cherche à créer une perspective réaliste de fiabilité, qui augmente directement la conditionnalité. De plus, la nouvelle méthodologie, tout en se concentrant sur les principes fondamentaux de l'État de droit et de la démocratie, renforce ce qui a toujours été l'objectif principal du processus d'intégration à l'UE : la démocratisation des pays qui suivent la voie de l'adhésion<sup>73</sup>.

Du point de vue des pays des Balkans occidentaux, la voie vers l'intégration dans l'UE représente un processus de construction de l'État et un modèle de développement et de modernisation<sup>74</sup>. Mais l'adhésion à l'UE est un processus complexe, inhabituel et épuisant, qui nécessite essentiellement la mise en place des institutions juridiques et politiques nécessaires

---

<sup>69</sup> Bonomi, M. (2020). "From EU enlargement fatigue to ambiguity." *Foundation for European Progressive Studies (FEPS), the Friedrich Ebert-Stiftung (FES), and the Fondation Jean Jaurès (FJJ)*.p.5

<sup>70</sup> Ibid. p.5.

<sup>71</sup> Commission Européenne (2020). Renforcer le processus d'adhésion – Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux. Bruxelles, le 5.2.2020 COM(2020) 57 final p.2

<sup>72</sup> Ibid. p.2

<sup>73</sup> Euronews Albania. (2020, 4 mai). *Metodologjia e re e Zgjerimit të Bashkimit Europian-ndikimet në procesin e integritit për Shqipërinë dhe Maqedoninë e Veriut*. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://euronews.al/programs/2020/05/04/metodologjia-e-re-e-zgjerimit-te-bashkimit-europian-ndikimet-ne-procesin-e-integritit-per-shqiperine-dhe-maqedonine-e-veriut/>

<sup>74</sup> Dollani, P., and Shahini, B. (2011), "Costs and Benefits of European Integration : The Albanian Case.", *Wrocławskie Studia Politologiczne*, p.208

pour faciliter et permettre l'éventuelle adhésion du pays candidat Une perspective d'adhésion claire est essentielle pour la stabilité de la région<sup>75</sup>.

## **B. État des lieux de processus de l'intégration européenne des Balkans occidentaux**

Une fois que la commission estime qu'un pays des Balkans occidentaux a rempli les conditions du PSA, elle signe un Accord de Stabilisation et d'Association (ASA) avec ce pays. La Commission a signé des ASA avec tous les pays des Balkans occidentaux. Malgré l'initiative du PSA, les pays des Balkans occidentaux ont continué à être caractérisés comme des États faibles avec des sociétés ethniquement divisées tout au long des années 2000<sup>76</sup>.

La signature de l'ASA et son entrée en vigueur dans de nombreux pays de la région devaient être plus rapides, mais pour tous les pays des Balkans occidentaux, cette initiative est entrée en vigueur après 2009, (sauf la Macédoine du Nord a reçu le statut de pays candidat en 2005 ), en raison des difficultés que ces pays avaient à répondre aux critères fixés par l'UE.

Un autre moment important pour la région a été la libéralisation des visas (entrée dans l'espace Schengen), d'une part une reconfirmation de l'intérêt de l'UE pour cette région et une récompense que l'UE a décidé d'accorder à ces pays pour la mise en œuvre des réformes, et d'autre part une restauration de la conviction des pays des Balkans occidentaux qu'un jour ils pourraient faire partie de la famille européenne (sauf le Kosovo qui a rempli les conditions et attend l'ouverture des visas).

L'avancement du processus d'intégration a été différent pour les pays des Balkans occidentaux parce que ces derniers ont été confrontés à des défis et des problèmes différents. Les pays les moins avancés dans ce processus sont la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo qui sont des candidats potentiels. La Bosnie-Herzégovine a déposé en 2016 une demande d'adhésion et en 2019 la commission a présenté 14 priorités à respecter pour obtenir le statut de pays candidat où l'accent est mis sur la stabilité interne du pays<sup>77</sup>. Le Kosovo a signé l'ASA qui est entré en

---

<sup>75</sup> Komiteti Ekonomik and Social Evropian. (2019). *Marrëdhëniet mes BE-së dhe Ballkanit Perëndimor – rekomandime të KESE-së*. EESC. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://doi.org/10.2864/1>

<sup>76</sup> Gordon, C. E., Kmezic, M., and Oparidija, J. (2013), *Stagnation and Drift in the Western Balkans*, Bern. Peter Lang. p. 10.

<sup>77</sup> Munter, A. (2021, 1 octobre). *Les Balkans occidentaux | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen*. Parlement européen. Consulté le 1 décembre 2021, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/168/les-balkans-occidentaux>



vigueur en 2016. Actuellement, selon la Commission européenne, le pays a rempli les critères de libéralisation des visas. Le pays a pris des mesures importantes ces dernières années et la commission souligne que le dialogue avec la Serbie et la normalisation de leurs relations est une nécessité pour faire avancer le processus d'intégration <sup>78</sup>.

L'Albanie et la Macédoine du Nord, quant à elles, ont reçu le statut de pays candidats, la Macédoine du Nord a reçu ce statut depuis 2005 mais 17 ans après, elle n'a pas encore commencé l'ouverture des négociations, en raison de problèmes initialement avec la Grèce concernant le nom du pays « Macédoine » et récemment par le veto de la Bulgarie. L'obstacle avec la Grèce a pris fin en 2019 avec la signature de l'accord de Prespa où le nouveau nom de l'État de Macédoine du Nord a été décidé. Entre-temps, l'Albanie a reçu le statut de candidat en 2014, et en 2020 le Conseil a fixé certaines conditions à remplir qui sont importantes d'un point de vue européen pour ouvrir les négociations <sup>79</sup>. La Commission a confirmé le respect des conditions par les deux pays en juin 2020<sup>80</sup>, bien qu'après deux ans, les négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord ne soient toujours pas ouvertes en raison du veto que la Bulgarie utilise contre la Macédoine du Nord suite au changement de l'identité, de la langue et de l'histoire de ces deux pays<sup>81</sup>.

Les pays les plus avancés dans ce processus sont le Monténégro et la Serbie, qui ont ouvert des négociations. Ainsi, la Serbie a ouvert 18 chapitres sur 35 de négociation tandis que le Monténégro a ouvert 33 chapitres. Selon la stratégie des Balkans occidentaux publiée en 2018 par la Commission, « en 2025 le Monténégro et la Serbie peuvent rejoindre l'UE »<sup>82</sup> mais aujourd'hui, cette perspective semble très ambitieuse. (Table 2 Annex)

Malgré les réformes que ces pays ont mises en œuvre, ils sont encore loin des pays de l'UE, et beaucoup de travail reste à faire pour atteindre le respect des critères fixés par l'UE. Au début de ce processus, les Balkans occidentaux étaient très enthousiastes à l'idée de s'intégrer

---

<sup>78</sup> Ibid.

<sup>79</sup> Ibid.

<sup>80</sup> *European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations*. (2022, 15 mars). European Commission. Consulté le 2 avril 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/albania\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/albania_en)

<sup>81</sup> Munter, A. (2021, 1 octobre). *Les Balkans occidentaux | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen*. Parlement européen. Consulté le 1 décembre 2021, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/168/les-balkans-occidentaux>

<sup>82</sup> Ibid.

dans l'UE, mais les différents défis auxquels les pays des Balkans occidentaux et l'UE ont été confrontés ces dernières années ont produit une baisse de l'euro-enthousiasme dans la région. Selon le Balkan Public Barometer, pour l'année 2022, 28% de la population interrogée de la région des Balkans occidentaux pense qu'elle ne fera jamais partie de l'UE, ce qui a augmenté de 6% par rapport à 2021 où 22% de la population pensait qu'elle ne ferait jamais partie de l'UE<sup>83</sup>.

Cependant, en fin de compte, l'élément principal pour faire avancer le processus d'intégration des pays des Balkans occidentaux reste la bonne volonté et l'engagement. La plus grande charge de démontrer la volonté et la capacité de réforme incombe aux pays de la région. Mais ils incluent également les pays de l'UE, qui doivent faire preuve de la prudence nécessaire pour voir l'importance géostratégique de l'élargissement et dépasser les petits intérêts pour aider ou, à tout le moins, ne pas créer d'obstacles artificiels au parcours européen des pays des Balkans occidentaux.

### **C. Quels sont les défis des pays de la région pour adhérer à l'UE ?**

Les pays des Balkans occidentaux ont exprimé le désir de faire partie de l'UE, et leur objectif est de réaliser les réformes qui amèneraient l'intégration européenne, mais le succès de l'avancement du processus d'intégration est directement lié à l'élite politique et aux institutions et leur capacité à mettre en œuvre ces réformes, ainsi que la manière dont ce processus sera approprié par les organisations de la société civile et par la population de ces pays.<sup>84</sup> Aujourd'hui, la région est confrontée à divers défis dans son cheminement vers l'UE, que nous allons essayer d'analyser.

Tout d'abord, la coopération régionale, comme nous l'avons mentionné plus haut, est l'une des principales conditions à remplir pour que les pays rejoignent l'UE. Ce point important pour la région continue d'être un défi, même si au fil des années de nombreuses initiatives de coopération régionale ont été entreprises, mais presque toutes n'ont pas donné les bons résultats

---

<sup>83</sup> RCC. (2021–2022). *Balkan Barometer* / [EU ACCESSION]. Regional Cooperation Council. Consulté le 30 mars 2022, à l'adresse <https://www.rcc.int/balkanbarometer/results/2/public>

<sup>84</sup> Komiteti Ekonomik and Social Evropian. (2019). *Marrëdhëniet mes BE-së dhe Ballkanit Perëndimor – rekomandime të KESE-së*. EESC. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://doi.org/10.2864/1>

dans les pays des Balkans occidentaux<sup>85</sup>. Les raisons qui ont impacté toutes les initiatives de coopération régionale sont d'une part les conflits du passé, détournés par les élites politiques à des fins nationalistes personnelles, et d'autre part le fait que les pays des Balkans occidentaux ne traitent pas la question de la coopération régionale comme une priorité<sup>86</sup>. C'est pourquoi les initiatives créées n'ont pas été mises en œuvre<sup>87</sup>. Ces raisons tiennent en otage les progrès de la coopération régionale et alimentent souvent les conflits. Les différends bilatéraux entre la Bosnie-Herzégovine et la Serbie, et le Kosovo et la Serbie sont encore aujourd'hui présents dans la région des Balkans occidentaux.

Puis, le développement économique fragile des pays des Balkans occidentaux demeure l'un des défis les plus importants pour la région. Après les années 2000, il y avait une croissance économique et une augmentation du revenu par habitant, mais cela est insuffisant pour l'intégration de ces pays dans le marché économique européen compte tenu du niveau de développement et du revenu par habitant des pays de l'UE<sup>88</sup>.

Les Balkans occidentaux se caractérisent par un taux de chômage élevé. Selon The Vienna Institute for International Economic Studies, le taux de chômage moyen de cette région en 2019 était de 13,4 %, soit 2,3 % de moins qu'en 2018 (Table 4)<sup>89</sup>, où les jeunes et les femmes sont les plus touchés. Le taux de pauvreté de la région reste élevé à 20,3 %, ce qui a été exacerbé par la récession de 2020 qui a fait chuter le taux de réduction de la pauvreté<sup>90</sup>. Le taux de réduction de la pauvreté reste faible en raison de la crise de la COVID-19 ou de la guerre russo-ukrainienne qui ont un impact négatif sur la réduction de la pauvreté<sup>91</sup>. Selon la BM, après la pandémie, il y a une tendance de croissance économique pour 2021 de 7,4% et pour 2022 une

---

<sup>85</sup> Lilyanova, V., and Perchoc, P. (2019). *Reconciliation in the Western Balkans : The difficulty of emulating the EU model | Think Tank | European Parliament*. Think Tank European Parliament. Consulté le 14 mars 2022, à l'adresse [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS\\_BRI\(2019\)637964](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2019)637964)

<sup>86</sup> Madhi, G., Juzová, J., Strážay, T., Balcer, A., Minić, J., and Garai, N. (2019), "Reconciliation in the Western Balkans: Overcoming the past together.", *Europeum*, p.2 .

<sup>87</sup> Ibid. p. 3.

<sup>88</sup> The World Bank and The Vienna Institute for International Economic Studies. (2020, March). *Western Balkans Labor Market Trends*. The Vienna Institute for International Economic Studies. p.74. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://wiiw.ac.at/western-balkans-labor-market-trends-2020-dlp-5300.pdf>

<sup>89</sup> Ibid. p.13.

<sup>90</sup> Ibid. p.13

<sup>91</sup> The World Bank. (2019). *Steering Through Crises* (No.21). p.5. Consulté le 24 mars 2022, à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37368/P17720607706c30e90841607b7d53ee8106.pdf>

augmentation de 3,1% est prévue (Table 5), cependant, la reprise économique reste fragile<sup>92</sup>.

Enfin et surtout reste le respect des critères politiques pour la région. La corruption, la polarisation politique, le clientélisme politique et la “captation de l'État” sont des phénomènes auxquels les pays des Balkans occidentaux ont été confrontés au fil des ans et qui continuent de représenter un défi pour l'avenir de la région. Divers réseaux clientélistes ont « capturé » des institutions étatiques faibles en utilisant les canaux officiels pour protéger leurs intérêts.<sup>93</sup>

La corruption continue d'être un problème majeur pour la région, où souvent l'aide financière des institutions de l'UE, qui devrait servir à pousser les réformes, finit entre les mains d'élites corrompues<sup>94</sup> Cela est aussi lié au manque effectif de ces aides. Selon un rapport publié par la Cour des comptes européenne début 2022, “*EU support for the rule of law in the Western Balkans: despite efforts, fundamental problems persist*”<sup>95</sup>. Ce rapport estime que les investissements de l'UE de 700 millions d'euros entre les fonds 2014-2020 qui ont été alloués au titre de l'IAP II n'ont pas produit d'effets significatifs dans la région des Balkans occidentaux.<sup>96</sup>

Un autre phénomène négatif auquel sont confrontés les pays des Balkans occidentaux est le clientélisme politique où les partis politiques offrent des services en échange d'un gain personnel<sup>97</sup>. Et avec un tel lien entre l'élite politique et certains groupes d'individus, les pays sont confrontés à un manque de responsabilité de l'élite politique, qui est au cœur de la démocratie. La capture de l'État est l'un des phénomènes les plus troublants de la région où, selon Transparency International, « *des individus et des groupes puissants utilisent la corruption pour façonner les politiques, les lois et l'économie d'une nation* »<sup>98</sup> afin de profiter de leurs

---

<sup>92</sup>Ibid.. p.5.

<sup>93</sup> Lemstra, M. (2020, septembre). “The destructive effects of state Policy Brief capture in the Western Balkans EU enlargement undermined.” *Clingendael*. Consulté le 13 avril 2022, à l'adresse [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-10/Policy\\_Brief\\_Undermining\\_EU\\_enlargement\\_2020.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-10/Policy_Brief_Undermining_EU_enlargement_2020.pdf)

<sup>94</sup> The European Court of Auditors. (2022). *EU support for the rule of law in the Western Balkans: despite efforts, fundamental problems persist* (No. 01). p. 17.

<sup>95</sup> Ibid p.18

<sup>96</sup> Ibid. p.18

<sup>97</sup> Lemstra, M. (2020, septembre)., “The destructive effects of state Policy Brief capture in the Western Balkans EU enlargement undermined.” *Clingendael*. Consulté le 13 avril 2022, à l'adresse [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-10/Policy\\_Brief\\_Undermining\\_EU\\_enlargement\\_2020.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-10/Policy_Brief_Undermining_EU_enlargement_2020.pdf)

<sup>98</sup> Transparency International. (2020, 16 décembre). *Captured states in the Western Balkans and Turkey - News*. Transparency.Org. Consulté le 20 mars 2022, à l'adresse <https://www.transparency.org/en/news/captured-states-western-balkans-turkey>

intérêts privés. Ce phénomène permet aux corrompus de maintenir et de renforcer le pouvoir dont ils disposent et les protège ainsi de l'impunité<sup>99</sup>. Et ce sont précisément les citoyens qui souffrent de ces phénomènes, face à des institutions faibles et à une méfiance croissante envers la démocratie<sup>100</sup>. Selon le rapport de Transparency International, ce phénomène se produit à tous les niveaux du gouvernement, du local à l'exécutif<sup>101</sup>. Tous ces phénomènes interagissent en éloignant les pays des Balkans occidentaux des valeurs européennes, là où, selon The Economist, depuis des années la plupart de ces pays sont restés au statut de « Hybrid regime »<sup>102</sup> malgré les efforts de démocratisation du pays. Cependant, en 2021, il y a une légère amélioration de la démocratie selon The Economist, où trois pays de la région sont passés d'un « Hybrid regime »<sup>103</sup> à une « Flawed democracy »<sup>104</sup> (Albanie, Macédoine du Nord et Monténégro (Table 6.)<sup>105</sup>. Selon Freedom House, tous les pays des Balkans occidentaux sont considérés comme « Partly free », compte tenu des droits politiques et des libertés civiles (Table 7)<sup>106</sup>.

Tels sont les défis internes auxquels les pays des Balkans occidentaux font face aujourd'hui, mais bien sûr la région est également affectée par des défis externes tels que ceux de la mondialisation, les problèmes environnementaux ou l'influence des pays émergents dans les régions<sup>107</sup>. Les Balkans occidentaux ont plus que jamais besoin d'une perspective européenne commune en ces temps difficiles où la région peut être confrontée à un nationalisme croissant, au populisme, à l'euroscepticisme et à l'influence d'acteurs tiers, tels que la Chine, la Russie et la Turquie.

---

<sup>99</sup> Ibid.

<sup>100</sup> Ibid.

<sup>101</sup> Ibid.

<sup>102</sup> The Economist Intelligence. (2022). *Democracy Index 2021 The China challenge*. p. 43

<sup>103</sup> *Hybrid regimes: These countries have elections irregularities, government pressure on opposition parties. Corruption tends to be widespread, the rule of law is weak and civil society is weak*. Ibid. p.68.

<sup>104</sup> *Flawed democracies: These countries have free and fair elections but there are significant weaknesses in other aspects of democracy, including problems in governance, an underdeveloped political culture and low levels of political participation*. Ibid. p.68

<sup>105</sup> Ibid. p.44

<sup>106</sup> Freedom House. (2022). *Freedom In The World. The Global Expansion of Authoritarian Rule*. p.18.

<sup>107</sup> European Commission (2020). *An Economic and Investment Plan for the Western Balkans*. Brussels, 6.10.2020 COM(2020) 641 final, p. 10.

## Deuxième partie: L'adhésion à l'UE, priorité stratégique de l'Albanie

### I. Perspective historique des relations bilatérales de l'Albanie avec l'UE

#### A. Le partage des idées et valeurs européennes

L'Albanie est une république située en Europe du Sud, dans la partie occidentale de la péninsule des Balkans. Les Albanais ont des liens étroits avec l'UE, ils sont le peuple le plus pro-européen de la région des Balkans occidentaux, et actuellement 89% des Albanais sont en faveur de l'intégration de l'Albanie dans l'UE.<sup>108</sup> Cette grande "affection" pour l'Europe est un résultat de ce qui définit l'identité européenne en termes économiques, politiques, sociaux et culturels. Pour expliquer précisément ce lien fort avec l'UE et l'Occident en général, il faut remonter dans l'histoire.

La plupart des historiens soutiennent la thèse selon laquelle les Albanais sont des descendants des Illyriens. Selon cette thèse, il y a un développement ethnique et culturel ininterrompu des Albanais dans la terre historique d'Illyrie dans la péninsule balkanique<sup>109</sup>. Selon Menzel, « la conviction que les Albanais sont bel et bien les descendants directs d'un des tout premiers peuples européens ne fait que renforcer leur sentiment d'appartenance au continent européen et peut finalement représenter un élément mobilisateur pour légitimer le processus d'intégration à l'UE »<sup>110</sup>.

L'Albanie était sous la domination de l'Empire ottoman pendant cinq siècles<sup>111</sup>. Le pays a connu une certaine rupture des relations avec l'Occident pendant la période d'occupation par l'Empire ottoman, cette période a été caractérisée par des transformations générales dans divers

---

<sup>108</sup> Regional Cooperation Council. (2021). Balkan Barometer |. Consulté le 16 novembre 2021, à l'adresse <https://www.rcc.int/balkanbarometer/results/2/public>

<sup>109</sup> Anamali, S., and Prifti, K. (2002). *Historia e popullit shqiptar: Ilirët, Mesjeta, Shqipëria nën Perandorinë Osmane gjatë shek. XVI - vitet 20 të shek. XIX*. Tiranë . Botimet Toena. p. 20

<sup>110</sup> Menzel, M. (2016), "L'enjeu de l'intégration de l'Albanie à l'Union européenne et la reconstruction de l'identité nationale albanaise postcommuniste", *Cahiers balkaniques*, 44, p. 5.

<sup>111</sup> Gaspard, M. (2007), "Les élargissements de l'Union dans les Balkans occidentaux: état des lieux et perspectives.", *Politique étrangère*, (2), p. 429.

domaines : administratif, législatif, et religieux. De plus, cette période a accru les sentiments d'antipathie envers l'Orient et spécifiquement pour l'Empire ottoman<sup>112</sup>. Selon Kadare, malgré le fait que l'Albanie ait été dominée par l'Empire ottoman pendant cinq siècles, l'identité albanaise n'a pas été affectée par l'occupation ottomane<sup>113</sup>.

Un moment important dans l'histoire de l'Albanie est l'indépendance du pays le 28 novembre 1912. Cependant, la conférence de Londres en 1912-1913 a été un drame pour les Albanais, car une grande partie du territoire et de la population albanaise restait en dehors du nouvel État albanaise. Après l'indépendance, la classe politique a mis l'accent sur le rapprochement avec l'Occident et considérait le modèle de l'Europe occidentale comme le meilleur modèle à mettre en œuvre en Albanie<sup>114</sup>. Malgré le discours politique, cette période a été difficile pour l'Albanie, et cette dernière était loin des pays d'Europe occidentale en termes de développement économique, d'instabilité politique, et de faible niveau d'éducation<sup>115</sup>.

Le débat sur l'identité européenne-occidentale des Albanais a commencé dans les années 1930 par des écrivains et des intellectuels albanaise tels que Faik Konica, Gjergj Fishta, Mit'hat Frashëri, ou encore Fan Noli, où chacun d'eux a défendu la thèse selon laquelle les Albanais appartiennent culturellement, politiquement et géographiquement à la civilisation occidentale.<sup>116</sup>Après la chute du rideau de fer et l'ouverture des processus d'intégration, le débat sur l'identité européenne est revenu. Même dans ce cas, il y a la prédominance de la thèse défendue par Ismail Kadare que d'une part les Albanais appartiennent à l'identité occidentale, mais d'autre part il n'hésite pas à dire que « notre modeste pays est désormais dans ce qu'on appelle la cour extérieure de l'Europe »<sup>117</sup>.

Les Albanais étaient un ancien peuple chrétien dont une partie a été convertie à l'islam depuis le XV<sup>e</sup> siècle. Près de 6 millions de personnes dont 3 millions vivent en Albanie et 3 millions en dehors des frontières de l'Albanie, au Kosovo, en Macédoine du Nord, en Serbie, au

---

<sup>112</sup> Anamali, S., and Prifti, K. (2002). *Historia e popullit shqiptar: Ilirët, Mesjeta, Shqipëria nën Perandorinë Osmane gjatë shek. XVI - vitet 20 të shek. XIX*. Tiranë. Botimet Toena

<sup>113</sup> Kadare, I. (2006), *Identiteti evropian i shqiptarëve*. Tiranë. ONUFRI. p.51

<sup>114</sup> Krasniqi, A. (2009), *Sistemet politike në Shqipëri 1912–2008*, Tiranë. UFO Press. p. 40

<sup>115</sup> Ibid. p. 17

<sup>116</sup> Krasniqi, A. (2014), "Albanian transition - the contrast between eastern mentality and European identity.", *Interdisciplinary Journal of Research and Development*, 1(1), p.63.

<sup>117</sup> Kadare, I. (2006), *Identiteti evropian i shqiptarëve*, Tirane. ONUFRI. p.59

Monténégro ainsi que dans une importante diaspora<sup>118</sup>.

La période la plus sombre était durant les années 1945-1990 sous le régime communiste, le pays était isolé du reste du monde jusqu'à la chute du régime communiste en 1991. Après cela, l'Albanie a vécu une transition difficile, devant mener le pays d'un régime dictatorial et isolé depuis de nombreuses années vers un système démocratique parlementaire tout en changeant le système économique en une économie de marché libre<sup>119</sup>. Dès la chute du régime, la volonté d'intégration européenne des Albanais n'a pas tardé à s'afficher. Dans les manifestations étudiantes de 1990, pour la première fois sont apparus des slogans « Nous aimons l'Albanie comme toute l'Europe », « L'Europe, l'Europe »<sup>120</sup>. Depuis 1992, l'Albanie mène une politique clairement pro-occidentale avec comme objectif principal le rapprochement avec l'UE et l'intégration dans cette Union.

L'intégration européenne est devenue l'objectif principal de la classe politique albanaise qui considère l'adhésion à l'UE comme une nécessité politique et comme la seule alternative pour l'avenir du pays<sup>121</sup>. Sur la base de l'approche constructiviste selon laquelle l'identité joue un rôle essentiel dans le développement des relations bilatérales entre les pays<sup>122</sup>, nous comprenons que l'identité du peuple albanaise et le partage des mêmes valeurs avec l'UE ont influencé la croissance de la coopération de l'Albanie avec l'UE, comme l'a confirmé le délégué de l'UE en Albanie «...*how firmly Albania is allied with the EU and the US also on foreign policy ...* »<sup>123</sup>

---

<sup>118</sup> Gaspard, M. (2007). « Les élargissements de l'Union dans les Balkans occidentaux: état des lieux et perspectives. » *Politique étrangère*, (2), p. 429.

<sup>119</sup> Abazi, E. (2011), «Kujdes hendekun: Shqipëria në Europë: perspektiva dhe sfida. *Politikja*, 1, p.87.

<sup>120</sup> Menzel, M. (2016), «L'enjeu de l'intégration de l'Albanie à l'Union européenne et la reconstruction de l'identité nationale albanaise postcommuniste .» *Cahiers balkaniques*, 44, p. 3.

<sup>121</sup>Ibid. p. 4.

<sup>122</sup> Dunne, T., Kurki, M., and Smith, S. (2007), *International Relations Theories*, Oxford. Oxford University Press. p.237

<sup>123</sup> Interview with J.C Responsable politique Délégation de l'Union européenne en Albanie



## B. Transformation des structures politique et économique après les années 1990

La transition pour l'Albanie était une phase très difficile, car le régime communiste qui a été mis en place dans ce pays était l'un des plus dur que l'Europe n'ait jamais connu, qui a duré 45 ans. Après les années 1970, le dictateur Enver Hoxha a imposé un isolement total au pays et a suivi le principe « par lui-même », essayant de créer un type particulier de communisme, beaucoup plus fanatique et conservateur que les autres formes de régime communiste appliquées jusqu'à présent par les autres pays de l'Europe de l'Est<sup>124</sup>. Pendant le communisme, Hoxha a entrepris quelques réformes dans le domaine de l'éducation et des politiques sociales, mais cela n'a eu aucun effet sur le développement du pays, car l'Albanie était le pays le moins développé d'Europe,<sup>125</sup> dont les effets ont continué à se faire sentir même après la chute du communisme. À la fin des années 1980, le dictateur Ramiz Alia a fait des efforts pour préserver le système communiste et éviter le « destin » des autres pays communistes d'Europe de l'Est<sup>126</sup>. Il a fait quelques concessions au libéralisme économique, mais a refusé de changer le système du parti unique<sup>127</sup>. Pour ces raisons, la situation s'est dégradée en manifestations de masse, et ces manifestations ont marqué la fin du système de parti unique en Albanie. La classe politique arrivée au pouvoir après la chute du communisme a manifesté un rapprochement avec l'Occident et promis de démocratiser le pays. Les élites politiques ont initié des réformes politiques et économiques afin de sortir le pays de l'isolement en s'orientant vers les pays occidentaux<sup>128</sup>.

La transition politique a été difficile en Albanie pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'après les années 1990, il manquait une élite (pas seulement des décideurs mais aussi une élite culturelle, médiatique, universitaire, etc.) pour diriger le pays, car pendant la dictature, Hoxha avait éliminé la plupart des intellectuels avec l'accusation de « pro-occidental »<sup>129</sup>. Deuxièmement, le régime communiste a laissé un modèle de mauvaise gouvernance, avec des

---

<sup>124</sup> Krasniqi, A. (2009). *Sistemet politike ne Shqiperi 1912–2008*. Tirane. UFO Press. p. 211

<sup>125</sup> Elbasani, A. (2010), “Albania in Transition: Manipulation or Appropriation of International Norms.”, *Southeast European Politics*, V(1), p. 33

<sup>126</sup> Elbasani, A. (2013), *European Integration and Transformation in the Western Balkans : Europeanization or Business as Usual ? (Routledge/UACES Contemporary European Studies)* London. Routledge.

<sup>127</sup> Elbasani, A. (2010), “Albania in Transition : Manipulation or Appropriation of International Norms.”, *Southeast European Politics*, V(1), p.34 .

<sup>128</sup> Ibid. p.35.

<sup>129</sup> Krasniqi, A. (2009). *Sistemet politike ne Shqiperi 1912–2008*. Tirane. UFO Press.p.231

élites politiques reflétant les influences du passé, et l'Albanie a hérité d'une culture de l'individu fort face à des institutions faibles et à la personnalisation du pouvoir<sup>130</sup>. Cela a conduit à de profonds changements dans l'administration et dans les institutions constitutionnelles après les années 1990, après chaque rotation électorale. Récemment, lorsque l'Albanie est sortie du communisme, elle a été complètement détruite économiquement, et la reprise a été difficile étant donné que c'était le pays le plus pauvre d'Europe. L'Albanie avait hérité d'une industrie gravement en faillite, d'un secteur agricole arriéré et d'une dette importante<sup>131</sup>.

#### a) **Système politique et critères politiques de l'UE**

L'UE a fixé certaines conditions politiques pour les États membres potentiels, notamment la mise en place d'institutions stables garantissant la démocratie et la protection des droits des minorités. L'Albanie était caractérisée par une instabilité politique, avec quatre gouvernements changés pendant une année en 1991.

Selon l'analyse du chercheur Bernd J. Fischer, le régime politique mis en place durant ces années était plutôt une « illusion de démocratie » résultant du contrôle du pouvoir par un seul individu (Sali Berisha) et on avait pratiquement affaire à un régime autoritaire mais aussi à cause d'une faible opposition et de la gestion d'État par une administration fortement politisée<sup>132</sup>. L'Albanie a été confrontée à une crise qui a commencé avec la faillite des systèmes pyramidaux en 1996 et a dégénéré en une révolte armée en 1997, plongeant le pays dans l'anarchie totale<sup>133</sup>. Cette crise a mis en évidence les défauts de la politique albanaise, le développement fragile de l'économie de marché, un État impuissant et une forte instabilité institutionnelle. L'un des événements politiques les plus importants de 1998 a été l'adoption de la Constitution, l'opposition de l'époque (Le Parti démocrate) n'y a pas participé en boycottant le Parlement. L'absence d'un processus global d'élaboration de la Constitution du pays était considérée

---

<sup>130</sup> Elbasani, A. (2010), "Albania in Transition : Manipulation or Appropriation of International Norms.", *Southeast European Politics*, V(1), p.41

<sup>131</sup> Panagiotou, R. (2011), "Albania and the EU : from isolation to integration.", *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 13(3), p. 357.

<sup>132</sup> Fischer, J. Bernd. (2012), Shqipëria që prej vitit 1989: trashëgimia hoxhiste, Dans "Shqipëria në dhjetë vitet e ardhshme –vështrim drejt së ardhmes", Tiranë. AIIS, p.66

<sup>133</sup> Jusufi, I. (2017), "Albania's Transformation since 1997: Successes and Failures.", *Croatian International Relations Review*, 23(77), p. 88-89.

comme une lacune et a été utilisée par les forces politiques comme prétexte pour de nouvelles interventions dans la Constitution. La nouvelle Constitution a donné au Parlement des fonctions et des rôles plus importants <sup>134</sup>.

Après 1998, le pays a commencé à revenir à la normalité post-crise de 1997, mais encore une fois, le champ politique a continué à être caractérisé par l'héritage des problèmes du passé, de fortes polarisations politiques, un système électoral faible et un manque de transparence du gouvernement<sup>135</sup>. Tels étaient quelques-uns des problèmes auxquels le pays était confronté jusqu'en 2005, lorsque pour la première fois il y a eu un transfert de pouvoir par la « manière douce » et une acceptation des résultats des élections par les partis participants<sup>136</sup>.

#### a) **Système économique en Albanie et critères économiques de l'UE**

La transition vers une économie dominée par le marché a été lente et contestée, nous pouvons mentionner certains éléments : libéralisation des prix, réduction à grande échelle des subventions aux entreprises publiques en faillite, privatisation rapide, réforme agraire. L'Albanie, après la chute du régime, avait une instabilité économique. En 1991, il y a eu une augmentation négative de -25 %<sup>137</sup>. Cette instabilité était une conséquence de mauvaises transactions de change effectuées par la Banque d'Albanie mais aussi de la « paralysie » des secteurs productifs<sup>138</sup>. Les branches de l'industrie ont cessé de fonctionner et le secteur agricole a chuté de -17,4 %<sup>139</sup>. En raison de la paralysie des secteurs productifs, le chômage a pris des proportions alarmantes. De graves problèmes financiers sont survenus parce que le pays avait une économie extrêmement faible et que la dette publique atteignait 71.2 % de Produit intérieur

---

<sup>134</sup> Krasniqi, A. (2009), *Sistemet politike ne Shqiperi 1912–2008*, Tirane. UFO Press. p.240.

<sup>135</sup> Panagiotou, R. (2011), “Albania and the EU: from isolation to integration.”, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 13(3), p.370.

<sup>136</sup> Krasniqi, A. (2009). *Sistemet politike ne Shqiperi 1912–2008*. Tirane . UFO Press. p.321.

<sup>137</sup> *Albania Data*. (2022). IMF. Consulté le juin 2022, à l'adresse <https://www.imf.org/en/Countries/ALB>

<sup>138</sup> O'Brennan, J., and Gassie, E. (2009), “From stabilization to consolidation : Albanian state capacity and adaptation to European Union rules.”, *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 11(1), p.66.

<sup>139</sup> *Albania Data*. (2022). IMF. Consulté le juin 2022, à l'adresse <https://www.imf.org/en/Countries/ALB>

brut (PIB) en 1996<sup>140</sup>. L'Albanie avait une industrie gravement en faillite et une agriculture arriérée, un chômage alarmant et un capital humain non qualifié. De cette situation économique difficile est née une très forte dépendance du gouvernement albanais vis-à-vis des organismes monétaires et financiers internationaux tels que le FMI et la BM . Le rôle et l'influence de ces organisations étaient cruciaux dans la mise en œuvre des réformes économiques, par exemple, telle était la thérapie de choc qui a été mise en place sous le conditionnement obligatoire de ces institutions<sup>141</sup>. Le défi pour le gouvernement de ces années était de passer d'une économie totalement improductive et soutenue par l'aide d'urgence et alimentaire de la communauté internationale vers un développement par des réformes radicales. Après l'établissement de relations diplomatiques en 1991 avec l'UE en 1992, l'accord de commerce et de coopération a été signé, faisant bénéficier l'Albanie des fonds du programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale (PHARE). L'objectif de ce programme était d'aider les pays candidats à renforcer leur capacité institutionnelle en les rendant capables de relever les défis de l'adhésion à l'UE<sup>142</sup>. Le programme PHARE permettait d'engager les premières réformes stabilisatrices et structurelles de l'économie. Les réformes de la privatisation du secteur public et la création de la propriété privée étaient considérées comme les seuls moyens de permettre le développement économique du pays <sup>143</sup>.

Depuis 1991, l'Albanie reçoit une aide économique de l'UE. Une partie de cette aide est sous forme de prêts d'investissement et une autre partie sous forme de subventions pour les cas d'urgence. La crise de 1997 a commencé avec les manifestations anti-gouvernementales dues à la faillite des systèmes pyramidaux, car les gens avaient investi leurs revenus. Ce moment était un coup dur pour l'économie albanaise, (PIB) a chuté de 7,2 %<sup>144</sup>. Malgré le fait que l'on estime que les Albanais ont perdu environ 2 milliards de dollars dans les systèmes pyramidaux,

---

<sup>140</sup> Ibid.

<sup>141</sup> *The Pyramid Crisis in Albania Examined*. (2012, 18 avril). Culture Trip. Consulté le 23 février 2022, à l'adresse <https://theculturetrip.com/europe/albania/articles/the-pyramid-crisis-in-albania/>

<sup>142</sup> *CORDIS / European Commission*. (1993). Commission Europea. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://cordis.europa.eu/article/id/1605-phare-indicative-programme-albania/it>

<sup>143</sup> o'Brennan, J., and Gassie, E. (2009). "From stabilization to consolidation : Albanian state capacity and adaptation to European Union rules." *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 11(1), p.70.

<sup>144</sup> *Albania Data*. (2022). IMF. Consulté le juin 2022, à l'adresse <https://www.imf.org/en/Countries/ALB>

l'économie s'est redressée rapidement après 1997, pour atteindre 12,9 % en 1999<sup>145</sup>. Les années 2000-2008 ont été caractérisées par une croissance positive, généralement satisfaisante entre 6-8%, mais ensuite le pays a été frappé par la crise économique financière de 2008<sup>146</sup>.

## II. Évolution du processus d'adhésion de l'Albanie à l'UE : l'approche de l'adaptation

### A. Chronologie de processus d'intégration européenne

En Albanie, les négociations de PSA devaient commencer à la fin de 2002,<sup>147</sup> (Table 8) mais ont été retardées en raison des difficultés du pays à garantir la stabilité politique et à mettre en œuvre des réformes. Les négociations de l'ASA ont finalement été signées à Tirana le 16 juin 2006 et sont entrées en vigueur en 2009. Le 28 avril 2009, l'Albanie a déposé sa demande d'adhésion à l'UE<sup>148</sup>. En 2010, la Commission européenne a répondu négativement à la demande de statut de candidat de l'Albanie parce que le pays n'avait pas rempli le niveau requis des critères d'adhésion, et en particulier les critères politiques de Copenhague, qui recherchent la stabilité des institutions et garantissent la démocratie et l'État de droit<sup>149</sup>. La Commission européenne a présenté à l'État albanais 12 recommandations (priorités clefs) à compléter, afin d'obtenir le statut de pays candidat<sup>150</sup>. En décembre 2010, l'accord sur la suppression du régime des visas est entré en vigueur, permettant aux citoyens albanais de voyager sans visa dans l'espace Schengen<sup>151</sup>. En octobre 2012, la Commission a recommandé

---

<sup>145</sup> Ibid.

<sup>146</sup> Ibid.

<sup>147</sup> Gökçöz, G. and Türkes, M. (2006), "The European Union's strategy towards the Western Balkans: Exclusion or integration?", *East European Politics and Societies*, 20(4), 679.

<sup>148</sup> Ministria për Evropën dhe Punët e Jashtme (2020). Marrëdhëniet Shqipëri-BE Consulté le 10 novembre 2021, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetejashtme.gov.al/anetaresimi-ne-be/historiku/>

<sup>149</sup> Commission Européenne (2010). Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne, Bruxelles, le 9.11.2010 COM(2010) 680 final

<sup>150</sup> Ibid p. 9

<sup>151</sup> Abazi, A., and N. (2019), Albania : new geopolitics and shifting linkages. Dans *The Western Balkans in the World : Linkages and Relations with Non-Western Countries (Southeast European Studies)*. Basingstoke. Routledge.p.166.

que l'Albanie obtienne le statut de pays candidat à l'UE, sous réserve de l'achèvement des réformes, notamment dans les domaines de la réforme de la justice et de l'administration publique<sup>152</sup>. En juin 2014, le Conseil européen a accordé à l'Albanie le statut de pays candidat<sup>153</sup>. L'obtention de ce statut marque une étape très importante dans le processus d'intégration de l'Albanie dans l'UE, car elle reflète l'avancement des réformes entreprises et ouvre la voie au processus complet d'adhésion du pays à l'UE. La prochaine étape de ce processus est l'ouverture de négociations pour l'adhésion à l'UE, sous réserve de la pleine réalisation de cinq priorités clefs telles que : la mise en place d'une administration professionnelle et dépolitisée; renforcer l'indépendance des institutions judiciaires; la guerre contre la corruption; la lutte contre le crime organisé; et la protection des droits de l'homme <sup>154</sup>.

Dans le rapport de Commission européenne (2019-2020), il est estimé que l'Albanie et la Macédoine du Nord ont rempli toutes les conditions pour l'ouverture de la première conférence intergouvernementale avec l'UE. Cependant, l'ouverture des négociations pour le moment est bloquée par le veto de la Bulgarie, qui a des problèmes avec la Macédoine du Nord, mais qui pénalisent aussi l'Albanie, car les responsables européens n'ont pas accepté de séparer les deux pays dans ce processus<sup>155</sup>.

## **B. Le statut de pays candidat : un pas de plus vers l'adhésion à l'UE**

Les élections électorales de 2013 ont été considérées par Organization for Security and Co-operation in Europe (OSCE) comme des élections régulières, mais surtout acceptées par les partis (ce qui pour l'élite politique est un véritable défi étant donné que les élections en Albanie ont été caractérisées par des irrégularités et des violations de la loi et la plupart d'entre elles

---

<sup>152</sup> *Press corner*. (2012). European Commission. Consulté le 26 janvier 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO\\_12\\_763](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO_12_763)

<sup>153</sup> Mirel, P. (2018). "The Western Balkans: between stabilization and integration in the European Union." *European Issues Policy Paper, Fondation Robert Schuman*, (459), p. 4.

<sup>154</sup> European Commission (2014). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2014 Report. COM(2014)700 final of 8.10.2014. p.3.

<sup>155</sup> Commission des affaires étrangères. (2021). *Rapport sur les rapports 2019–2020 de la Commission concernant l'Albanie* (2019/2170(INI)).

n'étaient pas acceptées par les partis participants)<sup>156</sup>. Ce moment était important dans la politique albanaise, car la régularité et l'acceptation des élections par les partis ont montré une amélioration du climat politique en Albanie. En 2013 et 2014, selon le rapport de l'UE, le gouvernement a fait preuve de volonté politique pour empêcher la lutte contre la corruption, et le pays a fait des progrès dans la lutte contre le crime organisé<sup>157</sup>. De plus, le pays affichait de légers progrès dans le domaine économique en maintenant la stabilité macroéconomique, en intensifiant la lutte contre l'informalité et en améliorant la collecte des impôts<sup>158</sup>. Mais malgré les résultats positifs, l'économie albanaise est restée fragile avec un niveau élevé de dette publique, et le chômage est resté élevé pendant cette période <sup>159</sup>.

Précisément en raison d'un climat politique favorable et de la volonté des partis politiques de poursuivre l'avancée des réformes dans le pays, l'UE a décidé de donner le feu vert à l'Albanie pour obtenir le statut de pays candidat en 2014. Cela a été l'un des événements les plus importants pour l'Albanie en termes de progrès d'intégration à l'UE. De plus, cela montrait que la politique de l'UE pour l'intégration de l'Albanie faisait partie de l'agenda de l'UE et que la politique de conditionnalité donnait des résultats positifs dans la mise en œuvre de politiques de transformation, malgré les retards dont l'Albanie avait fait preuve dans l'accomplissement des conditions de ce processus. Après avoir reçu le statut de candidat du pays, l'étape suivante du processus d'intégration à l'UE était l'ouverture des négociations, et cette étape n'était pas très facile pour le pays. Malgré le fait que le pays ait pris des mesures importantes pour répondre aux critères économiques, politiques et acquis communautaires, il continue de faire face à des problèmes fondamentaux tels que la polarisation de la scène politique et le chômage des jeunes<sup>160</sup>. De plus, la corruption reste un défi majeur pour le pays<sup>161</sup>.

---

<sup>156</sup> OSCE and ODIHR. (2013). *Republic of Albania Parliamentary Elections 23 June 2013 OSCE/ODIHR Election Observation Mission*. OSCE/ODIHR. . Consulté le 20 janvier 2022

<https://www.osce.org/files/f/documents/e/2/106963.pdf>

<sup>157</sup> European Commission (2014). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2014 Report. COM(2014)700 final of 8.10.2014. p.3.

<sup>158</sup>Ibid. p.3.

<sup>159</sup> *Albania Data*. (2022). IMF. Consulté le juin 2022, à l'adresse <https://www.imf.org/en/Countries/ALB>

<sup>160</sup> *Punësimi dhe papunësia*. (2022). Instat. Consulté le 18 avril 2022, à l'adresse <http://www.instat.gov.al/al/temat/tregu-i-pun%C3%ABs-dhe-arsimi/pun%C3%ABsimi-dhe-papun%C3%ABsia/#tab3>

### C. La situation actuelle du processus de l'intégration : l'ouverture des négociations ?

En 2018, après les progrès réalisés par l'Albanie, selon le rapport de l'UE, la Commission européenne a recommandé l'ouverture de négociations<sup>162</sup>. En 2020, l'Albanie a pu recevoir la confirmation de l'ouverture des négociations, suite aux progrès constatés dans les réformes de la justice, de l'administration publique, du respect des droits humains fondamentaux. De plus, le pays a connu un développement économique caractérisé par la réduction du chômage<sup>163</sup>. Selon le rapport de la Commission européenne, des mesures en faveur du développement du marché financier ont été prises<sup>164</sup>. La sphère politique a montré une régression en raison de fortes polarisations dans le champ politique en Albanie et la situation s'est aggravée lors du boycott du parlement en 2019<sup>165</sup>. C'est devenu un obstacle à l'avancée des réformes démocratiques, mais le pays se caractérisait également par un manque de fonctionnalité de la Cour constitutionnelle<sup>166</sup>. Toutes ces raisons ont affecté l'ouverture de la première conférence intergouvernementale, qui a marqué l'ouverture des négociations. Les responsables européens ont conseillé que le pays fasse plus d'efforts dans l'avancée des réformes avec un accent sur la classe politique qui doit montrer plus de volonté politique dans le respect des obligations dans le processus d'intégration<sup>167</sup>. En fait, le processus l'ouverture des négociations a été bloqué à plusieurs reprises par les États membres de l'UE. Dans un premier temps, cette ouverture avec l'Albanie était bloquée par la France. Cela a remis en question l'avenir de tous les pays des Balkans occidentaux et la politique d'élargissement de l'UE, car le processus n'avancait pas

---

<sup>161</sup> Transparency International & The Institute for Democracy and Mediation. (2021). *Deconstructing State Capture in Albania : An Examination of Grand Corruption Cases and Tailor-Made Laws from 2008 to 2020*. Transparency International.

<sup>162</sup> *Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian*. (2022, 4 avril). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 15 octobre 2021, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetjashtme.gov.al/anetaresimi-ne-be/historiku/>

<sup>163</sup> European Commission (2020). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2020 Report. Brussels, 6.10.2020 SWD(2020) 354 final p.51

<sup>164</sup> Ibid. p.52

<sup>165</sup> Ibid. p.4

<sup>166</sup> Ibid p.19

<sup>167</sup> Java News. (2018, 18 avril). *Zëdhënësja e KE : Rekomandimi për Shqipërinë, inkurajim i fortë për reformat*. JavaNews.AL. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://javanews.al/zedhenesja-e-ke-rekomandimi-per-shqiperine-inkurajim-for-te-per-reformat/>



depuis plusieurs années, et cela réduisait l'enthousiasme et l'espoir pour l'UE dans cette région. Récemment, le blocage de l'ouverture des négociations est dû au veto de la Bulgarie sur la Macédoine du Nord en raison du conflit sur la question de l'histoire. Les responsables européens ont déclaré qu'ils ne considéraient pas la division de ces pays comme une option<sup>168</sup>. La Macédoine du Nord attend depuis 2008 l'ouverture des négociations, tandis que l'Albanie attend depuis 2014. Ces années d'attente ont également eu leurs impacts dans la région des Balkans occidentaux, comme un scepticisme croissant ou une coopération avec des pays émergents<sup>169</sup>. Il y a une « aggravation » du discours des dirigeants politiques dans presque toute la région. Par exemple, on peut citer la déclaration du Premier ministre d'Albanie, Rama, dans laquelle il dit que « ... si la Bulgarie maintient sa position de blocage, l'Albanie cherchera à se séparer de la Macédoine du Nord dans le cadre du processus d'intégration »<sup>170</sup>.

Les retards dans l'ouverture des négociations sont dus à des problèmes internes et à la lenteur des réformes du pays, mais ils ne sont pas seulement liés à la politique intérieure mais aussi à la politique d'élargissement de l'UE, qui est devenue aujourd'hui plus difficile avec des conditions croissantes, un scepticisme croissant ainsi que des désaccords internes entre les pays de l'UE où chaque pays peut bloquer le processus d'intégration par son veto<sup>171</sup>. Nous expliquerons plus en détail toutes ces raisons qui ont influencé les processus d'intégration dans le troisième chapitre. De nombreux chercheurs des Balkans occidentaux voient un grand danger

---

<sup>168</sup> Koutsokosta, E. (2021, 11 mai). *Splitting EU membership bids of North Macedonia and Albania « not possible »*. Euronews. Consulté le 23 novembre 2021, à l'adresse <https://www.euronews.com/my-europe/2021/05/10/not-possible-to-decouple-eu-bids-of-north-macedonia-and-albania-says-zaev>

<sup>169</sup> Abazi, A., and N. (2019), Albania : new geopolitics and shifting linkages, Dans *The Western Balkans in the World : Linkages and Relations with Non-Western Countries (Southeast European Studies)*, Basingstoke. Routledge.

<sup>170</sup> Taylor, A. (2022, 11 avril). *Albanian prime minister could seek decoupling from North Macedonia in EU bid*. Euractiv. Consulté le 13 avril 2022, à l'adresse [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/albanian-prime-minister-could-seek-decoupling-from-north-macedonia-in-eu-bid/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/albanian-prime-minister-could-seek-decoupling-from-north-macedonia-in-eu-bid/)

<sup>171</sup> *Unanimity*. (s. d.). European Council. Consulté le 30 janvier 2022, à l'adresse <https://www.consilium.europa.eu/en/council-eu/voting-system/unanimity/>

que cette région tourne les yeux ailleurs. L'un des pays présents, la Russie, peut jouer un rôle déstabilisateur avec sa politique « expansionniste »<sup>172</sup>.

### **III. Le nouveau programme d'assistance de l'UE pour les pays candidats**

L'IAP est un mécanisme créé par l'UE pour fournir une assistance aux Balkans occidentaux et à la Turquie, pour appuyer ces pays dans leurs processus<sup>173</sup>. L'IAP vise à soutenir les pays candidats et candidats potentiels dans le processus d'intégration européenne. Plus précisément, il vise à soutenir la mise en œuvre des réformes politiques, institutionnelles, juridiques, administratives, sociales et économiques nécessaires pour rapprocher les pays de l'UE. Depuis janvier 2007, l'IAP remplace une série de programmes et d'instruments financiers de l'UE destinés aux pays candidats ou candidats potentiels. L'IAP I est programmée pour la période 2007-2013, l'IAP II pour la période 2014-2020 et l'IAP III est programmée pour la période 2021-2027.

#### **IAP I**

Le financement de l'IAP s'est concentré sur les priorités définies en 2007 par la stratégie d'élargissement de la Commission européenne : (i) le renforcement de l'État, (ii) l'État de droit, (iii) la réforme administrative et judiciaire, (iv) la lutte contre la corruption et le crime organisé, (v) réforme économique, (vi) développement de la société civile, (vii) développement du secteur de l'énergie, des transports, de la protection de l'environnement<sup>174</sup>. Dans le programme IAP, le soutien a été accru pour la coopération douanière entre les pays bénéficiaires ainsi que les pays voisins de l'UE, afin de faciliter les contacts entre les personnes, le bon voisinage, l'égalité et les activités conjointes dans les zones frontalières. L'objectif du financement était d'étendre le

---

<sup>172</sup> Abazi, E. (2021), "Geopolitics in the Western Balkans: linkages, leverages and gatekeepers.", *Academicus International Scientific Journal*, 24, p.96.

<sup>173</sup> *Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian*. (2022, 4 avril). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 15 octobre 2021, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.puneteshjshme.gov.al/anetaresimi-ne-be/historiku/>

<sup>174</sup> *How IPA works*. (2020). Regional Policy - European Commission. Consulté le 7 mars 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/funding/ipa/how/](https://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/ipa/how/)

développement dans ces pays ainsi que de soutenir leurs efforts pour répondre aux critères politiques et économiques et mettre leur législation en conformité avec les normes de l'UE.<sup>175</sup> Les fonds de l'IAP sont un investissement pour l'avenir tant pour les nouveaux États membres que pour l'UE elle-même. Les fonds aident les pays bénéficiaires à entreprendre des réformes politiques et économiques en les préparant aux droits et obligations liés à l'adhésion à l'UE. Ces réformes devraient offrir aux citoyens de meilleures opportunités et des normes égales à celles des citoyens de l'Union.

En tant que candidat à l'UE, l'Albanie n'a bénéficié que des deux premiers volets de l'IAP : (i) aide à la transition et renforcement des institutions, qui comprend la reconstruction de toutes les institutions, les investissements liés à l'acquis communautaire, la réforme de l'administration publique et du système judiciaire. (ii) coopération transfrontalière, qui comprend activités transfrontalières soutenues entre les pays bénéficiaires et les États membres de l'UE, coopération interrégionale et programmes de coopération dans les zones maritimes<sup>176</sup>. Les objectifs prévus correspondaient aux priorités du partenariat européen, au rapport d'avancement 2006 et aux exigences de l'ASA. L'assistance visait à soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le développement et l'intégration de l'Albanie pour 2007-2013, le plan national 2007-2012 pour le rapprochement de la législation, l'ASA, ainsi que d'autres stratégies dans des domaines liés au processus d'intégration à l'UE. La Commission européenne déploie des efforts considérables pour impliquer les institutions albanaises dans la planification et la programmation de l'aide de l'UE<sup>177</sup>.

En ce qui concerne le premier volet, l'aide de l'UE à l'Albanie a porté sur des questions essentielles telles que la réforme de l'administration publique, l'application de la loi, la bonne gouvernance et les mesures de lutte contre la corruption. Le renforcement des capacités administratives, afin de mettre en œuvre l'ASA, s'est vu accorder une priorité élevée, afin d'aider les autorités albanaises à satisfaire les exigences de cet accord. L'IAP a également appuyé la société civile afin d'établir un partenariat sincère avec les autorités pour la stabilisation démocratique et le développement économique et social du pays. Cela comprenait la protection

---

<sup>175</sup> IPA. (2020, 8 mai). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 8 février 2022, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetjashtme.gov.al/mbeshtetja-e-be-se/ipa/>

<sup>176</sup> *How IPA works*. (2020). Regional Policy - European Commission. Consulté le 7 mars 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/funding/ipa/how/](https://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/ipa/how/)

<sup>177</sup> Ibid.

des minorités et des groupes vulnérables (y compris les Roms, les femmes, les enfants, les personnes handicapées et les malades mentaux) <sup>178</sup>.

## IAP II

L'obtention du statut de candidat de l'Albanie (année 2014) correspondait à l'approbation et à l'entrée en vigueur du programme de soutien financier de l'IAP II, qui couvrait les années 2014 à 2020. L'IAP II visait à établir un lien plus étroit avec les priorités de l'élargissement, y compris le renforcement des institutions démocratiques, l'État de droit et une plus grande concentration sur le développement socio-économique<sup>179</sup> L'IAP II a adopté une approche sectorielle et se concentre sur l'assistance pour plusieurs objectifs spécifiques : soutenir les réformes politiques ; un accompagnement économique, social et territorial, développement durable, dans une perspective de croissance intelligente (conformément aux objectifs définis dans la stratégie Europe 2020).<sup>180</sup>

Dans le cadre de l'IAP II, les pays candidats et candidats potentiels ont accès aux mêmes types de soutien, qui sont largement déterminés par leurs besoins et leurs capacités, ainsi que par les résultats de chacun dans l'utilisation de l'aide de préadhésion. Les deux principaux objectifs de l'IAP II étaient : (i) soutenir le processus d'admission et (ii) le développement socio-économique des bénéficiaires. L'appui au développement économique et social a porté sur des questions telles que : le développement du capital physique ; améliorer les liens avec l'UE et les réseaux régionaux ; promouvoir l'emploi et développer le capital humain ; social et économique<sup>181</sup>. L'aide financière accordée à l'Albanie par l'IAP II s'élevait à 649,4 millions d'euros<sup>182</sup>.

---

<sup>178</sup> IPA. (2020, 8 mai). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 8 février 2022, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetjashtme.gov.al/mbeshtetja-e-be-se/ipa/>

<sup>179</sup> *Multi-country – financial assistance under IPA II*. (2021, 21 décembre). European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations. Consulté le 26 novembre 2021, à l'adresse [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/overview-instrument-pre-accession-assistance/multi-country-financial-assistance-under-ipa-ii\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/overview-instrument-pre-accession-assistance/multi-country-financial-assistance-under-ipa-ii_en)

<sup>180</sup> IPA. (2020, 8 mai). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 8 février 2022, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetjashtme.gov.al/mbeshtetja-e-be-se/ipa/>

<sup>181</sup> Ibid.

<sup>182</sup> *Multi-country – financial assistance under IPA II*. (2021, 21 décembre). European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations. Consulté le 26 novembre 2021, à l'adresse

La mise en œuvre de l'aide financière au titre de l'IAP II a fait l'objet d'un suivi continu, notamment au moyen d'un suivi axé sur les projets des résultats des projets et programmes par des experts externes, en plus du suivi interne de la Commission<sup>183</sup>.

### IAP III

L'instrument d'aide de préadhésion 2021-2027 (IAP III) est entré en vigueur en 2021 avec une valeur de 14,2 milliards d'euros et soutiendra la mise en œuvre des réformes liées à l'UE en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, au Monténégro, en Macédoine du Nord, en Serbie et en Turquie<sup>184</sup>. L'objectif global de l'IAP III est d'aider ces pays à adopter et à mettre en œuvre les réformes politiques, institutionnelles, juridiques, administratives, sociales et économiques nécessaires pour se conformer aux valeurs de l'Union et s'aligner progressivement sur les règles, les normes et les politiques de l'UE. L'instrument révisé basé sur la performance poursuivra les objectifs de protection du climat et de l'environnement, des droits de l'homme et de l'égalité femmes-hommes. L'aide des donateurs sera mieux coordonnée, et les organisations de la société civile et les autorités locales et régionales seront plus étroitement associées.

La co-rapporteuse Zeljana Zovko (PPE) a déclaré qu'avec l'IAP III et son budget historique de plus de 14 milliards d'euros, l'UE réaffirme son engagement continu sur la voie de ces pays vers l'intégration européenne : « La programmation et la gouvernance de l'instrument ont été améliorées pour faciliter la répartition des investissements dans les réformes nécessaires et offrir des opportunités pour créer des emplois, améliorer les infrastructures et garantir la sécurité et la stabilité de la région »<sup>185</sup>.

---

[https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/overview-instrument-pre-accession-assistance/multi-country-financial-assistance-under-ipa-ii\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/overview-instrument-pre-accession-assistance/multi-country-financial-assistance-under-ipa-ii_en)

<sup>183</sup> European Parliament, EPRS, Instrument for Pre-accession Assistance (IPA III) , Briefing, November 2018, pp.3. Consulté le 03 mars 2022, à l'adresse

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/630298/EPRS\\_BRI\(2018\)630298\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2018/630298/EPRS_BRI(2018)630298_EN.pdf)

<sup>184</sup> Rachynski, C. (2021, 21 juin). *IPA III : The Council and the European Parliament finally reached provisory agreement about the pre-accession financial support*. Welcomeurope. Consulté le 22 mars 2022, à l'adresse <https://www.welcomeurope.com/en/ipa-iii-the-council-and-the-european-parliament-finally-reached-provisory-agreement-about-the-pre-accession-financial-support/>

<sup>185</sup> *14.2 billion euro to help accession countries implementing EU-related reforms* | News | European Parliament. (2021, 15 septembre). European Parliament. Consulté le 3 avril 2022, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20210910IPR11914/14-2-billion-euro-to-help-accession-countries-implementing-eu-related-reforms>

## Troisième partie : Les enjeux de l'adhésion de l'Albanie à l'UE

### I. Les facteurs qui ont impacté le processus d'adhésion de l'Albanie à l'UE

Le processus d'intégration à l'UE est lié à la démocratisation du système politique, économique et social du pays qui souhaite s'intégrer à l'UE. Nous analyserons deux catégories de facteurs tels que les facteurs internes et les facteurs externes qui ont influencé le processus d'intégration de l'Albanie dans l'UE.

#### A. Les facteurs internes

Les facteurs internes sont liés au fonctionnement du système intérieur de l'Albanie. Premièrement, malgré le développement et le soutien politique, économique et technique de l'UE, l'Albanie reste une démocratie fragile avec une classe politique polarisée<sup>186</sup>. Comme nous l'avons mentionné précédemment dans cette étude, les dirigeants politiques albanais après les années 1990 avaient émergé de la classe politique de la période communiste, et l'élite politique qui s'était créée à l'époque de la dictature reflétait l'influence du passé. Cela a affecté la polarisation de la classe politique qui est devenue un obstacle à l'avancée des réformes pour le développement et la démocratisation du pays. Dans un ancien pays communiste, la transition politique et économique du pays n'était pas facile et dépendait de l'élite politique qui devait entreprendre des réformes démocratiques, mais la mise en œuvre de ces normes démocratiques a rencontré des difficultés, car elles sont entrées en conflit avec des intérêts personnels de la vie politique et des dirigeants. La classification du statut de l'Albanie comme pays « partiellement libre »<sup>187</sup> ou « régime hybride »<sup>188</sup> (Table 9&10) au fil des ans montre que malgré les réformes ou le fait que l'Albanie ait reçu le statut de candidat, aucune différence fondamentale n'est apparue dans le domaine de la démocratisation. Le discours de la classe politique pour faire partie de l'UE a été davantage de la démagogie et non la réelle volonté d'envoyer l'Albanie sur la voie de l'adhésion à l'UE. Sur la base de l'approche constructiviste, nous pouvons dire que le

---

<sup>186</sup> European Commission (2021). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2021 Report. Strasbourg, 19.10.2021 SWD(2021) 289 final. p. 4

<sup>187</sup> Freedomhouse. (2019). *Nations in Transit, Albania*. Consulté le 17 avril 2022, à l'adresse [https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018\\_Albania\\_0.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018_Albania_0.pdf)

<sup>188</sup> Economist Intelligence. (2022). *Democracy Index 2021 The China challenge*. p. 43 Consulté le 3 avril 2022, à l'adresse <http://www.eiu.com/Handlers/WhitepaperHandler.ashx?fi=Democracy-Index-2021.pdf&mode=wp&campaignid=DemoIndex21>

rapprochement avec les normes européennes n'est pas seulement un processus mécanique de changements législatifs et institutionnels, mais c'est aussi un processus de volonté de la classe politique afin de s'engager à respecter tous les critères de l'UE.

Deuxièmement, des phénomènes tels que la corruption et la « capture de l'État » sont des phénomènes interdépendants qui affectent le développement de la démocratie. Selon le chercheur Bieber le concept de captation de l'État décrit le contrôle des ressources de l'État à des fins illicites par une petite élite contrôlant l'État<sup>189</sup>. Selon la Commission européenne, « Aujourd'hui, les pays (des Balkans occidentaux) montrent des éléments clairs de capture de l'État, y compris des liens avec le crime organisé et la corruption à tous les niveaux de gouvernement et d'administration... »<sup>190</sup>. Le rapport de Freedom House « Nations en transition » pour l'Albanie a constaté que « les progrès réalisés en 2017 dans la réduction de la corruption de niveau bas ont été compensés par la perte de terrain dans la lutte contre la corruption de haut niveau et la captation de l'État »<sup>191</sup> alors que la stratégie anti-corruption se concentre presque exclusivement sur la corruption administrative et a négligé la corruption politique et la captation d'État. Selon le rapport de Transparency International de 2021, l'Albanie a été confrontée à des niveaux élevés de corruption au fil des ans et continue de faire face à ce phénomène qui couvre à la fois les réseaux clientélistes et la corruption dans le système judiciaire ainsi que les “lois sur mesure”<sup>192</sup>. La captation de l'État repose sur trois piliers : (i) un réseau de clients ou de relations clientélistes, (ii) des litiges corrompus et (iii) des lois sur mesure<sup>193</sup>. Selon le rapport, les lois coutumières sont définies comme « ... des actes juridiques qui sont adoptés dans le seul but de servir les intérêts d'une personne physique, d'une entité juridique ou d'un groupe/réseau proche de personnes liées et non les intérêts d'autres acteurs ou l'intérêt public »<sup>194</sup>. Et ce sont précisément ces lois sur mesure qui visent à protéger les intérêts privés et à légaliser la captation de l'État.

---

<sup>189</sup> Bieber, F. (2018), “Patterns of competitive authoritarianism in the Western Balkans.”, *East European Politics*, 34(3), p.347.

<sup>190</sup> Komisioni Evropian, “Një perspektivë e besueshme për zgjerim dhe angazhim të shtuar të BE-së me Ballkanin Perëndimor”, (COM (2018) 65 finale), p.3

<sup>191</sup> Freedomhouse. (2019). *Nations in Transit, Albania*. p.10, Consulté le 17 avril 2022, à l'adresse [https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018\\_Albania\\_0.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018_Albania_0.pdf)

<sup>192</sup> Transparency International and The Institute for Democracy and Mediation. (2021). *Deconstructing State Capture in Albania : An Examination of Grand Corruption Cases and Tailor-Made Laws from 2008 to 2020*. Transparency International. p. 4

<sup>193</sup> Ibid.p. 8.

<sup>194</sup> Ibid.p. 7.

La capture de l'État en Albanie a considérablement augmenté entre 2008 et 2019. La corruption de haut niveau continue d'être alimentée par la privatisation des biens et services publics. Cela a été rendu possible par l'absence de mécanismes institutionnels de contrôle et d'équilibre des pouvoirs, ainsi que par la politisation de l'administration publique<sup>195</sup>. Le rapport de Transparency International identifie plusieurs lacunes dans quatre domaines principaux : l'intégrité des agents de l'État, le traitement des affaires de corruption par le pouvoir judiciaire, la corruption du système judiciaire et l'intégrité du processus législatif<sup>196</sup>.

L'ensemble du système judiciaire et de la justice depuis 2016 est en cours de restructuration totale afin de lutter contre la corruption systémique de haut niveau dans le cadre des critères de l'UE, mais cette réforme se fait par étapes très lentes et n'a pas donné de bons résultats dans la lutte contre le phénomène de capture de l'État, au contraire, selon des rapports nationaux et internationaux, la situation s'est détériorée ces dernières années<sup>197</sup>.

Ces phénomènes sont d'abord soutenus par la classe politique, dans laquelle, selon le rapport de la Commission européenne (2019) et du Département d'État américain, l'impunité de la corruption est surtout liée à l'influence et à la pression que la classe politique exerce sur l'autorité responsable<sup>198</sup>. Puis, il est soutenu par un système judiciaire corrompu qui garantit l'impunité des auteurs d'infractions, et enfin il est soutenu par l'existence d'une culture et d'une pratique d'impunité ou de peines clémentes face à la corruption de haut niveau<sup>199</sup>.

Selon le rapport de Transparency International de 2021 l'Albanie continuera de présenter un défi important dans la consolidation de l'État de droit et en ce qui concerne le processus d'intégration à l'UE, en raison de l'héritage persistant d'un exécutif autocratique, l'incertitude des résultats de la réforme de la justice et un processus politique polarisé et dominé par l'instabilité<sup>200</sup>.

Le dernier facteur qui impacte le processus d'intégration de l'Albanie dans l'UE est le facteur économique qui joue un rôle essentiel dans le développement d'un pays. L'économie de l'Albanie a été instable jusqu'en 1998, puis dans les années 2000 elle a commencé une

---

<sup>195</sup> Ibid p .34.

<sup>196</sup> Ibid p .8.

<sup>197</sup> Ibid. p.5.

<sup>198</sup> Ibid p. 15.

<sup>199</sup> Ibid p. 15.

<sup>200</sup> Ibid p. 34.



croissance du PIB sous une forme stable, mais le pays continue d'avoir une économie fragile malgré la croissance économique des deux dernières décennies. Après 2008, la croissance économique de l'Albanie a diminué, et ce déclin est le résultat de la crise économique mondiale de 2008<sup>201</sup>. L'Albanie, au cours des deux dernières décennies, a connu une croissance économique, mais celle-ci ne se reflète pas de la même manière dans l'augmentation du niveau d'emploi où, selon Institute of Statistics (l'INSTAT), il y a eu une baisse significative de l'emploi.<sup>202</sup> Un problème auquel l'Albanie continue d'être confrontée aujourd'hui est lié à l'inégalité de développement. Au cours de la période de transition, le pays a été confronté à de profonds changements dans le système économique et a été accompagné par une croissance économique grâce aux réformes entreprises, dont certaines ont été initiées et soutenues par les institutions de l'UE. En termes économiques, l'Albanie est passée d'un pays à faible revenu à un pays à revenu intermédiaire, ce qui ne s'est pas traduit par le même niveau de développement pour les citoyens, au contraire durant cette période on assiste à une augmentation du niveau des inégalités économiques et sociales <sup>203</sup>.

Selon le rapport de l'UE, l'Albanie a fait des progrès dans le domaine économique<sup>204</sup>. De 2015 à 2019,<sup>205</sup> il y a eu une augmentation du PIB provenant du développement du tourisme, de la consommation privée, etc. De plus, au cours des trois dernières années, le pays a été confronté à plusieurs «chocs», tels que le tremblement de terre de 2019 qui a provoqué des dégâts économiques extraordinaires, puis la crise sanitaire de la pandémie de COVID-19 qui a causé à l'économie albanaise de lourdes pertes sur le terrain du tourisme et de la fabrication. Ainsi, le gouvernement et la banque centrale ont pris des mesures pour soutenir le tourisme, l'agriculture,

---

<sup>201</sup> Uruci, E., and Borici, A. (2009), "The Impact Of The Actual Global Crisis In The Albanian Economy And Business.", *Research Gate*, p .2.

<sup>202</sup> *Punësimi dhe papunësia*. (2022). Instat. Consulté le 18 avril 2021, à l'adresse <http://www.instat.gov.al/al/temat/tregu-i-pun%C3%ABs-dhe-arsimi/pun%C3%ABsimi-dhe-papun%C3%ABsia/#tab3>

<sup>203</sup> Civici, A., and Xhepa, S. (2021, janvier). *Sistemi Ekonomik Dhe Roli I Shtetit Në Shoqëri*. Friedrich Ebert.p.12.

<sup>204</sup> European Commission (2020). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2020 Report. Brussels, 6.10.2020 SWD(2020) 354 final p. 7

<sup>205</sup> Ibid. p. 51

les petites et moyennes entreprises<sup>206</sup>. Mais la crise s'est fait sentir dans tous les secteurs, car l'économie albanaise est une économie fragile. Ces deux moments ont conduit à une augmentation du déficit et de la dette publique. Pendant cette période, l'Albanie a reçu le soutien du FMI (174 millions d'euros) et de l'UE (180 millions d'euros)<sup>207</sup>.

L'Albanie a connu une reprise de l'économie au second semestre de 2020 et en 2021 avec une croissance du PIB de 8,5%,<sup>208</sup> soutenue par une production élevée d'énergie hydroélectrique, la construction, la reprise de la production et le tourisme. Ce que l'on remarque dans l'économie albanaise, c'est la baisse des IDE (investissements directs étrangers) après 2019 de 7,5% par rapport à la période 2013-2018 où les IDE ont atteint plus de 8% du PIB et en 2020 ils sont tombés à 6,9%<sup>209</sup>.

La dette publique reste à des niveaux élevés. Selon le rapport de la BM, on estime que la dette publique de l'Albanie est supérieure à la moyenne des six pays des Balkans occidentaux et devrait augmenter pour 2022, où la dette publique par habitant devrait atteindre 4 099 €<sup>210</sup>.

La BM avait prévu une croissance économique de 3,8 % pour 2022, mais en raison de l'évolution de la guerre russo-ukrainienne, cette prévision a été réduite à une croissance de 3,2 %, et pour 2023 l'économie devrait croître de 3,4 %<sup>211</sup>. Avec les derniers développements, les perspectives de l'économie albanaise restent incertaines, et les risques ont augmenté. Les sanctions en cours contre la Russie ont entraîné une hausse des prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des matières premières<sup>212</sup>. Là où les experts parlent de la baisse du pouvoir d'achat combinée à la lenteur du marché du travail, cela entraînerait un ralentissement de la réduction du taux de pauvreté, qui reste un problème majeur dans l'économie albanaise, et à ce stade il a régressé, car actuellement le niveau de pauvreté reste presque le même que celui

---

<sup>206</sup> Ministria e Financave dhe Ekonomisë. (2020). *Raporte per COVID-19*. Consulté le 5 avril 2022, à l'adresse <https://financa.gov.al/raporte-per-covid-19/>

<sup>207</sup> Ibid.

<sup>208</sup> *Western Balkans Regular Economic Report : Steering Through Crises* (N° 21). (2022). The World Bank. p.5.

<sup>209</sup> Ibid. p.5

<sup>210</sup> Ibid. p.6

<sup>211</sup> Ibid. p.5.

<sup>212</sup> Ibid. p.7

2008<sup>213</sup>.

Le niveau élevé de pauvreté, de chômage, de la dette publique ainsi que celui de corruption dans les principaux secteurs de l'économie, la faible croissance du PIB, tout cela fait que l'Albanie reste à l'écart du niveau économique des pays de l'UE.

## **B. Les facteurs externes**

En plus des facteurs internes, nous analyserons également les facteurs externes qui sont liés aux politiques d'élargissement de l'UE.

Le modèle d'élargissement que l'UE a poursuivi dans les Balkans occidentaux est une politique d'élargissement évaluant les progrès accomplis et les mérites individuels de la mise en œuvre des réformes de chaque pays (appelée aussi la politique du bâton et de la carotte). Considérant que la politique de conditionnalité menée par l'UE dans les Balkans occidentaux n'avait pas donné de bons résultats, l'UE a engagé en 2020 une nouvelle méthodologie lors du sommet de Zagreb<sup>214</sup>. Celle-ci vise à renforcer la confiance mutuelle et à rendre la politique d'élargissement plus crédible et dynamique.

La politique d'élargissement de l'UE a été un grand succès grâce à l'intégration de nombreux pays d'Europe du Sud-Est qui ont réussi à rompre avec le communisme et les influences de l'Est. Cette politique est considérée comme l'une des politiques les plus importantes et les plus réussies de l'UE qui a reconnu six élargissements, le dernier ayant eu lieu en 2013 avec l'intégration de la Croatie dans la famille européenne. Il y a deux visions principales sur la politique d'élargissement. D'une part, les européistes qui soutiennent que l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est nécessaire, car, selon eux, les institutions de l'Union sont porteuses de valeurs démocratiques et productrices de normes politiques et

---

<sup>213</sup> *Albania Has Highest Poverty in Western Balkans, IMF Says*. (2021). Albania Daily News. Consulté le 3 mai 2022, à l'adresse <https://albaniandailynews.com/news/albania-has-highest-poverty-in-western-balkans-imf-says#:~:text=Pandemic%20and%20earthquake%20increased%20poverty,from%2031.8%25%20the%20previous%20year>.

<sup>214</sup> European Commission (2020). *Enhancing the accession process - A credible EU perspective for the Western Balkans*. Brussels, 5.2.2020 COM(2020) 57 final

juridiques et apporteront stabilité et prospérité à toute la région.<sup>215</sup> Et d'autre part, les eurosceptiques qui estiment que l'élargissement à des pays aux institutions faibles et accompagnés de tensions nationales persistantes pourrait mettre en péril les valeurs des pays de l'UE ainsi que la déstabilisation interne de l'UE<sup>216</sup>. Mais cette politique d'élargissement, considérée comme un succès, s'est estompée aujourd'hui, et cela s'observe par l'attitude des responsables et des citoyens européens moins enthousiastes à l'égard de la politique d'élargissement et de l'accueil des nouveaux membres<sup>217</sup>. Le scepticisme croissant à l'égard de la politique d'élargissement et sa lenteur (souvent à long terme) dans le processus d'intégration a conduit ces dernières années cette politique à être remise en question par les pays des Balkans occidentaux.

L'élargissement de l'UE est davantage considéré comme une question politique que comme la satisfaction des critères techniques d'adhésion, il suffit de comparer les élargissements réalisés en 1980 ainsi que ceux de 2004/2007 pour prouver en fait que la politique d'élargissement a été plus liée à la géopolitique qu'au respect des critères de Copenhague<sup>218</sup>. Alors qu'aujourd'hui, on assiste à une évolution de ce processus qui est devenu plus technique, plus rigoureux<sup>219</sup> et totalement conditionné par le respect de tous les critères fixés pour cette région comme nous l'évoquions dans le premier chapitre, qui se sont rajoutés au fil des années<sup>220</sup>. L'attention portée aux capacités « d'absorption » mais aussi les chercheurs politiques de l'UE perçoivent que le discours a changé pour ce qu'ils considèrent comme une « résistance à l'élargissement »<sup>221</sup> ( il s'agit de l'affaiblissement de la capacité d'absorption de l'UE en termes de gouvernance, d'administration et d'aspect économique), en tenant compte de tous les

---

<sup>215</sup> Schwok, R. (2016), *La construction européenne contribue-t-elle à la paix ?*, Lausanne. PU Polytechnique. p.94

<sup>216</sup> Ibid. p.90

<sup>217</sup> Devrim, D., and Schulz, E. (2009), "Enlargement Fatigue in the European Union : From Enlargement to Many Unions.", *Real Instituto Elcano*, p.2.

<sup>218</sup> Schwok, R. (2016), *La construction européenne contribue-t-elle à la paix ?*, Lausanne. PU POLYTECHNIQUE p.43.

<sup>219</sup> Ibid. p.43.

<sup>220</sup> Dérens, J. A. (2015), "Les Balkans occidentaux et la faillite du processus d'élargissement européen.", *Politique étrangère, Printemps(1)*, p. 185

<sup>221</sup> Devrim, D., and Schulz, E. (2009.), "Enlargement Fatigue in the European Union : From Enlargement to Many Unions.", *Real Instituto Elcano*, p.1.

problèmes auxquels les pays membres sont confrontés, tels que la montée du populisme, le nationalisme interne et les désaccords sur la nature de l'intégration européenne. Ces dernières années, aucun progrès significatif n'a été enregistré dans le processus d'intégration des Balkans occidentaux, et plus spécifiquement de l'Albanie en raison des nombreux blocages du processus d'intégration qui sont aussi les symptômes de fatigue de l'élargissement.

La preuve de cette nouvelle attitude hésitante à l'égard des futurs élargissements a été fournie par les institutions de l'UE elles-mêmes, par les États membres (avec des débats sur d'éventuels référendums sur l'élargissement) ainsi que par le public européen en général, comme le montrent les sondages d'opinion de l'Eurobaromètre<sup>222</sup>.

La montée de l'euroscepticisme a joué un rôle important dans le processus d'intégration, qui a alimenté la résistance à l'élargissement. Certaines des raisons qui ont suscité un scepticisme croissant sont évoquées ci-dessous.

Premièrement, l'UE a dû faire face à un certain nombre de problèmes internes liés aux nombreuses crises qui ont touché les institutions et les pays de l'UE au cours des dernières décennies. D'un point de vue constructif, une crise n'est pas un événement naturel, mais un événement social, donc elle est construite par la société et la politique et est impactée par cette dernière<sup>223</sup>. Les crises offrent à la fois des dommages et des opportunités et elles ont toujours fait partie de la dynamique du processus d'intégration à l'UE. Les crises qui ont touché l'UE ces dernières années sont nombreuses, on peut citer celle de la zone euro qui touche les économies de tous les pays, la crise des réfugiés/immigration (qui a soulevé de nombreuses questions sur l'identité, la culture, où ils allaient s'installer et comment les intégrer dans la société), le Brexit qui pourrait remettre en cause l'avenir de l'UE, ainsi que la crise sanitaire de la COVID-19 qui a causé des dégâts économiques<sup>224</sup>. Toutes ces crises ont d'un côté conduit à des troubles politiques à long terme dans l'UE (tels que le populisme, l'extrémisme de droite, l'affaiblissement de l'État de droit dans certains États membres) qui contribuent déjà à la résistance à l'élargissement dans un avenir proche<sup>225</sup>. Et de l'autre côté, il semble que les

---

<sup>222</sup> European Commission. (2019) *Standard Eurobarometer 91*, Report, Brussels p.108

<sup>223</sup> Laffan, B. (2017), *Europe's Union in Crisis: Tested and Contested*, Oxford. Routledge. p. 2-3.

<sup>224</sup> Bonomi, M. (2020), "From EU enlargement fatigue to ambiguity, *Foundation for European Progressive Studies (FEPS), the Friedrich Ebert-Stiftung(FES), and the Fondation Jean Jaurès (FJJ)*.p.4.

<sup>225</sup>Ibid. p.4.

dirigeants européens se préoccupent davantage de préserver l'intégrité et son avenir en reléguant la politique d'élargissement au second plan<sup>226</sup>.

Deuxièmement, l'UE est confrontée à un manque d'unanimité dans la prise de décision concernant le processus d'intégration. Selon Schwok, « les réactions des différents États membres à la politique d'élargissement affaiblissent indéniablement l'UE, car elle est porteuse de valeurs universelles »<sup>227</sup>. Au cours des dernières années, l'intérêt des États membres pour de nouveaux élargissements a diminué, et cela se reflète dans un processus plus lent des conditions plus strictes et l'utilisation du droit de veto<sup>228</sup> qui a conduit à divers blocages, comme on peut citer l'exemple de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et plus récemment de la Bulgarie. Bien que la Commission ait appelé à ce que les questions bilatérales ne bloquent pas le processus d'intégration, il est arrivé qu'il y ait récemment un cas d'utilisation du veto par la Bulgarie contre la Macédoine du Nord et l'Albanie. Dans les pays membres également, il y a une tendance à faire prévaloir les intérêts nationaux sur les intérêts européens étant donné les divergences internes des pays (décisions prises par l'Allemagne et la Hongrie concernant le flux d'émigrants, la montée du populisme)<sup>229</sup>. Cela se traduit par la prolifération de gouvernements nationaux qui pratiquent des politiques protectionnistes et la prolifération de partis eurosceptiques, voire europhobes qui influencent le processus d'intégration et peuvent mettre en péril la politique d'élargissement.

Troisièmement, l'achèvement du processus d'élargissement n'a pas été une priorité pour la Commission qui, avant 2007, jouait un rôle plus important. Le président de la Commission européenne Romano Prodi (1999-2004) partageait une vision positive sur l'élargissement vers l'Est. L'une des réalisations du mandat de José Manuel Barroso (2004-2014) a été l'élargissement de l'UE, avec l'adhésion de 10 pays en 2004, la Bulgarie et la Roumanie en 2007 et la Croatie en 2013.

Ces dernières années, l'élargissement n'a pas été une priorité pour la Commission parce

---

<sup>226</sup> Devrim, D., and Schulz, E. (2009), "Enlargement Fatigue in the European Union : From Enlargement to Many Unions.", *Real Instituto Elcano*, p.4.

<sup>227</sup> Schwok, R. (2016), *La construction européenne contribue-t-elle à la paix ?*, Lausanne. PU Polytechnique. p.90

<sup>228</sup> Keil, S., and Arkan, Z. (2014), *The EU and Member State Building*, London. Routledge. p.33

<sup>229</sup> Devrim, D., and Schulz, E. (2009), "Enlargement Fatigue in the European Union : From Enlargement to Many Unions.", *Real Instituto Elcano*, p.6.

que l'UE a perdu son « appétit » pour un nouvel élargissement, et Jean-Claude Juncker lui-même a déclaré « qu'une nouvelle adhésion n'était pas à l'ordre du jour »<sup>230</sup> lorsqu'il a pris ses fonctions en 2014. Au cours de sa présidence (2014-2019) dans l'agenda de l'UE ont prévalu d'autres questions telles que l'immigration, le Brexit ainsi que l'intégration de certains pays porteurs de problèmes du passé, comme la montée de l'autoritarisme en Hongrie. Il a déclaré au Parlement européen qu'il « n'y aurait pas de nouvel élargissement dans les cinq prochaines années »<sup>231</sup>. Il a ajouté que « les négociations vont se poursuivre », mais a déclaré que l'UE et « ses citoyens devraient faire une pause dans l'élargissement... »<sup>232</sup>. Ces attitudes constituent une forte « gifle » pour les pays qui souhaitent rejoindre l'UE, les démotivant à répondre aux critères et à poursuivre les réformes pour faire progresser l'État de droit.

L'arrivée de la présidente Ursula von der Leyen (2019-2026) n'a pas changé l'approche des politiques d'intégration, car les priorités de l'agenda de l'UE portent sur les questions environnementales, le développement technologique et économique, la promotion des valeurs européennes ainsi qu'une Europe plus unie au niveau international<sup>233</sup>. Cependant, la crise de la COVID-19 et la guerre en Ukraine ont modifié les défis et les objectifs de l'UE, laissant derrière la politique d'élargissement.

Toutes ces attitudes ne favorisent pas l'intégration de l'Albanie ou des Balkans occidentaux en général, au contraire elles affectent négativement ses progrès. Selon Erhan Icener et David Phinnemore, « l'élargissement n'est pas seulement un processus technique, mais des décisions politiques sont également nécessaires »<sup>234</sup>, et à ce titre, les attitudes des responsables européens sont assez importantes.

---

<sup>230</sup> Gotev, G. (2019, 29 avril). *Juncker looks back on 15 years of 'big bang' EU enlargement*. Euractiv. Consulté le 19 avril 2022, à l'adresse <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/juncker-looks-back-on-15-years-of-big-bang-eu-enlargement/>

<sup>231</sup> Ibid.

<sup>232</sup> Schimmelfennig, F. (2015, 12 novembre). *Juncker's enlargement standstill threatens the EU's credibility*. Friends of Europe. Consulté le 15 février 2022, à l'adresse <https://www.friendsofeurope.org/insights/junckers-enlargement-standstill-threatens-the-eus-credibility/>

<sup>233</sup> *Press corner : The von der Leyen Commission : for a Union that strives for more*. (2019, 10 septembre). European Commission. Consulté le 16 avril 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_19\\_5542](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_19_5542)

<sup>234</sup> Icener, E., and Phinnemore, D. (2014), *Building on Experience? EU Enlargement and the Western Balkans*. In S. Keil, & Z. Arkan (Eds.), *The EU and Member State Building: European Foreign Policy in the Western Balkans*, Oxford. Taylor and Francis p.50.

Les constructivistes voient le résultat de l'interaction internationale façonnée par l'identité, les normes et les valeurs d'une part et d'autre part ils soulignent que les actions entreprises par les acteurs étatiques au niveau international sont en constante évolution<sup>235</sup>. Dans ce contexte, nous pouvons dire que la politique d'élargissement de l'UE a été influencée par le contexte social, et les raisons mentionnées ci-dessus ont influencé la transformation de cette politique et rendu le processus d'intégration plus rigide. En conséquence, tout cela a eu un impact en ralentissant le processus d'intégration de l'Albanie.

L'UE ne cesse de réaffirmer son engagement et son attachement au processus d'intégration et à l'approfondissement de son partenariat avec les Balkans occidentaux, mais cette politique n'est pas une priorité de l'agenda européen.

## **II. La coopération regional: ces initiatives éloignent-elles l'Albanie de l'UE ?**

### **A. Le Processus de Berlin**

Lancé en 2014 par la chancelière allemande Angela Merkel, le Processus de Berlin est une initiative dirigée par l'Allemagne visant à faciliter la coopération régionale entre les six pays des Balkans occidentaux avec la vision de les aider à remplir les critères d'adhésion à l'UE<sup>236</sup>. La stratégie d'élargissement de la Commission européenne d'octobre 2014 est le premier document identifié pour faire référence à ce processus. Elle souligne que le « processus de Berlin » peut être utile pour promouvoir les réformes et convenir de véritables priorités pour les investissements clefs dans l'interconnexion. Cela pourrait également avoir un impact positif sur la résolution des problèmes bilatéraux en suspens dans la région<sup>237</sup>. Ce processus a (re-) généré un élan indispensable pour la composante de coopération régionale et a attiré l'attention de l'UE

---

<sup>235</sup> Nugent, N. (2004), *European Union Enlargement*, Basingstoke. Macmillan Publishers. p. 7.

<sup>236</sup> Berlin Process (2021). The Berlin Process is coming back to Berlin. Consulté le 30 octobre 2021, à l'adresse <https://www.berlinprocess.de/en/the-berlin-process-is-coming-back-to-berlin>

<sup>237</sup> Directorate-General for Neighborhood and Enlargement Negotiations. (2014, October). *Communication From The Commission To The European Parliament, The Council, The European Economic And Social Committee And The Committee Of The Regions. Enlargement Strategy And Main Challenges 2014–15*. (COM(2014) 700 final). European Commission. p. 20.



sur le rôle géostratégique des Balkans occidentaux et sa perspective européenne<sup>238</sup>.

Le Processus de Berlin a fixé plusieurs objectifs larges et ambitieux, tels que l'intensification de la coopération régionale, la résolution des questions bilatérales pour les relations de bon voisinage et la stabilité, le renforcement de la bonne gouvernance, la mise en œuvre de réformes visant à renforcer l'indépendance de la justice et à accroître la compétitivité, la stimulation des investissements et la croissance économique de la région ainsi que les transports et la connectivité dans les secteurs de l'énergie, des transports et du numérique<sup>239</sup>.

Le processus de Berlin a été évalué positivement par les gouvernements des pays des Balkans occidentaux ainsi que par l'UE et ses structures, qui y voient une opportunité de faire avancer le processus d'intégration. Selon les responsables européens, ce processus ne remplace pas le processus d'adhésion à l'UE, au contraire il se définit comme un instrument de renforcement au service de la perspective d'adhésion à l'UE et des liens économiques et politiques entre les pays des Balkans occidentaux.

Plusieurs raisons ont conduit à la création du Processus de Berlin, nous pouvons citer la poursuite de la crise économique de 2008 qui a eu un impact majeur sur toute la région des Balkans occidentaux, la montée des mouvements populistes et l'euro-scepticisme dans les pays de l'UE qui mettent en cause l'élargissement de l'UE ainsi que les problèmes que de nombreux pays ont rencontrés après l'adhésion à l'UE<sup>240</sup>. Toutes ces raisons ont influencé la création de ce processus afin de rapprocher cette région des valeurs et de l'identité de l'UE. Le Processus de Berlin a également affecté le rapprochement entre les pays de la région, ce qui a conduit à une intensification significative des contacts entre les chefs de gouvernement des Balkans occidentaux. Les plus grandes réalisations du processus de Berlin sont considérées comme la coopération régionale, le programme de connectivité et la création de RYCO<sup>241</sup>. Le processus de Berlin à travers l'agenda de la connectivité offre aux pays un instrument de financement qui est

---

<sup>238</sup> Ibid. p. 17.

<sup>239</sup> Musliu, V. (2021), "The Berlin Process for the Western Balkans. What is in a name?", *The Journal of Cross-Regional Dialogues/La Revue de dialogues inter-régionaux*, (2).

<sup>240</sup> Fondacioni Friedrich Ebert and Fondacioni Konrad Adenauer. (2015). *Shqipëria në Procesin e Berlinit Arritjet aktuale dhe sfidat e Samitit të Parisit*. Instituti për Bashkëpunim dhe Zhvillim. Consulté le 20 mars 2022, à l'adresse <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/albanien/13133.pdf>. p.10.

<sup>241</sup> Marciacq, F. (2017). *The EU and the Western Balkans after the Berlin Process*. Friedrich-Ebert-Stiftung Dialogue Southeast Europe. p. 10

l'instrument d'investissement des Balkans occidentaux, où les pays ont accès au soutien de la Commission européenne avec des subventions et une coopération avec d'autres institutions financières telles que les banques de développement. L'agenda de la connectivité n'est pas seulement axé sur le soutien aux projets d'énergie et de transport, mais concerne également la modernisation de l'administration publique<sup>242</sup>. Souvent, la réalisation de ces projets a été un processus lent, et ce n'est pas à cause du financement, mais à cause du manque de capacité à préparer des projets qui attirent les investissements<sup>243</sup>.

L'Albanie est jusqu'à présent le pays de la région qui a bénéficié du moins de financement sous forme de subventions, selon des statistiques actualisées publiées par la Commission européenne, après le sommet de Sofia en octobre 2020, l'Albanie a bénéficié de l'agenda de connectivité 2015-2020, 119,4 millions d'euros de subventions. Parmi ceux-ci, 96,6 millions d'euros sont allés à des projets liés aux transports et 22,8 millions d'euros à l'énergie.<sup>244</sup>

L'Albanie a jusqu'à présent bénéficié de 6 projets<sup>245</sup> :

- Chemin de fer Tirana-Durrës Rinas (91,5 millions d'euros) ;
- Réhabilitation du Port de Durrës, quais 1 et 2 (62,4 millions d'euros) ;
- Ligne d'interconnexion énergétique - Albanie - Macédoine du Nord (I), 70 millions d'euros ;
- Projet d'infrastructure « Broadband » (40 millions d'euros).
- La réhabilitation de Fierza a un coût total de 42,7 millions d'euros
- Le projet Tirana Bypass a une valeur d'investissement totale de 150,9 millions d'euros

Il y a deux points de vue sur le Processus de Berlin, d'une part ce processus est vu comme une initiative visant à rapprocher les Balkans occidentaux de l'UE en aidant et en accélérant le processus d'intégration de cette région dans l'UE, et d'autre part il est considéré comme une tentative de remplacer l'élargissement de l'UE dans les Balkans occidentaux et comme une

---

<sup>242</sup> Ibid. p. 11

<sup>243</sup> Ibid. p. 11

<sup>244</sup> European Commission. (2020). *Eu Connectivity Agenda For The Western Balkans*. p.24

<sup>245</sup> Ibid. p.37,41.

stratégie visant à accroître les conditions d'adhésion à l'UE<sup>246</sup>.

Ce que nous pouvons voir jusqu'à présent, c'est que le Processus de Berlin a un impact positif sur la région, à travers l'échange de jeunes avec les pays de la région et l'UE, la mise en œuvre de projets dans divers domaines grâce à une aide financière et le renforcement de l'État de droit<sup>247</sup>. Mais d'un autre côté, il semble que ce projet ne soit pas pris très au sérieux par la classe politique en Albanie, et surtout il y a un manque de transparence avec le public concernant les projets, le financement, la participation ou les attentes de ce processus<sup>248</sup>.

Selon les conclusions du sommet de 2021, les participants ont souligné la nécessité de poursuivre le Processus de Berlin afin d'exploiter pleinement le potentiel d'une coopération régionale améliorée également dans le but de surmonter les conséquences socio-économiques causées par la COVID-19<sup>249</sup>.

## **B. L'initiative de Open Balkans**

La coopération régionale dans les Balkans occidentaux reste un défi, en raison des conflits passés. Malgré les nombreuses initiatives qui ont été entreprises, elles n'ont pas donné de résultats concrets, la dernière initiative est Open Balkan.

L'initiative Open Balkan, implique l'Albanie, la Macédoine du Nord et la Serbie. Le trio a signé un accord interétatique et deux protocoles d'accord, approfondissant les liens politiques et économiques entre ces pays. Ses objectifs sont de faciliter la circulation et le passage des biens et des personnes entre les trois pays et d'abolir enfin le contrôle aux frontières dès janvier

---

<sup>246</sup> Musliu, V. (2021), "The Berlin Process for the Western Balkans. What is in a name?", *The Journal of Cross-Regional Dialogues/La Revue de dialogues inter-régionaux*, (2).

<sup>247</sup> Commission Européenne. (2021). Berlin Summit: Western Balkans strengthen regional cooperation and foster closer ties with the EU, le 5 juillet 2021.

Consulté le 20 octobre 2021, à l'adresse

[https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_21\\_3401](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_3401)

<sup>248</sup> Interview with E.Z

<sup>249</sup> *Berlin Process / The Berlin Process is coming back to Berlin*. (2021). Berlin Process. Consulté le 2 juin 2022, à l'adresse <https://www.berlinprocess.de/en/the-berlin-process-is-coming-back-to-berlin>

2023<sup>250</sup>. Cette initiative s’inspire des CEE, s’appuyant sur les échanges économiques et la libre circulation des personnes et des biens pour surmonter les problèmes du passé et accroître la coopération régionale, comme ce fut le cas avec les relations franco-allemandes après la Seconde Guerre mondiale<sup>251</sup>. La réussite de l’UE en matière de gestion de conflits à travers ses projets de “coopération régionale” constitue un exemple de référence pour les pays de cette région. Selon les dirigeants des trois États participants, cette initiative ne remplace pas le processus de Berlin mais constitue une accélération de l’intégration européenne<sup>252</sup>.

Le reste des pays des Balkans occidentaux (Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Kosovo) restent sceptiques et décident de ne pas y participer. Bosnie-Herzégovine, Monténégro et Kosovo ont été réticents à participer par crainte que ces initiatives affectent leur intégration à l’UE mais d’un autre côté, il y a une crainte que l’histoire se répète<sup>253</sup>, où il convient de mentionner le cas de l’ex-Yougoslavie qui a été un échec et les impacts négatifs de cette période sont encore présents aujourd’hui dans la région des Balkans occidentaux. Le scepticisme de ces pays est aussi lié au rôle de la Serbie qui a été déstabilisateur pour la région, on peut citer le génocide de la Srebrenica en 1995 ou la guerre du Kosovo en 1999<sup>254</sup>. Au Kosovo, cette initiative n’a pas été acceptée par les politiciens, les analystes, ni par la société civile<sup>255</sup>.

Andej Semenov considère Open Balkan comme un théâtre politique pour détourner l’attention des électeurs des problèmes domestiques et faire pression sur l’UE, et selon lui, cette

---

<sup>250</sup> Ristić, D. (2021). Open Balkan Initiative. Consulté le 14 novembre 2021, à l’adresse <https://cep.org.rs/en/blogs/open-balkan-initiative/>

<sup>251</sup> Semenov, A. (2022), “Open Balkan : Objectives and Justifications”, *Comillas Journal of International Relations*, 24, 24-34.

<sup>252</sup> E.W.B. (2021). Open Balkan : Leaders commit to a more effective implementation of the freedom of movement measures. Consulté le 16 novembre 2021, à l’adresse <https://europeanwesternbalkans.com/2021/11/04/open-balkan-leaders-commit-to-a-more-effective-implementation-of-the-freedom-of-movement-measures/>

<sup>253</sup> Semenov, A. (2022), “Open Balkan : Objectives and Justifications.”, *Comillas Journal of International Relations*, 24, 24-34.

<sup>254</sup> Gaspard, M. (2007), “Les élargissements de l’Union dans les Balkans occidentaux: état des lieux et perspectives. *Politique étrangère*, (2), p.431

<sup>255</sup> *Regional Cooperation In The Western Balkans*. (2021). Balkans Policy Research Group. p.6 Consulté le 16 mai 2021, à l’adresse [https://balkansgroup.org/wp-content/uploads/2021/02/Regional-Cooperation-in-the-Western-Balkans\\_Regional-Economic-Area-the-mini\\_schengen-and-the-Common-Regional-Market-WEB-1.pdf](https://balkansgroup.org/wp-content/uploads/2021/02/Regional-Cooperation-in-the-Western-Balkans_Regional-Economic-Area-the-mini_schengen-and-the-Common-Regional-Market-WEB-1.pdf)

initiative accroît l'influence de la Serbie dans la région<sup>256</sup>. Les avantages de l'Albanie dans cette initiative semblent être peu nombreux, où les spécialistes économiques partagent la préoccupation que si les barrières des coûts douaniers sont supprimées, le niveau de protection des produits nationaux diminuera<sup>257</sup>.

Les possibilités pour cette initiative de fonctionner et d'avoir un impact positif sur la région et les Balkans occidentaux sont peu nombreuses du fait que cette initiative n'a pas réussi à unir tous les pays de la région mais aussi malgré le fait que l'Albanie fait partie de cette initiative, la population albanaise est assez sceptique à l'égard d'Open Balkan et y voit plus comme une décision personnelle de leur premier ministre Rama qu'une coopération pouvant apporter des avantages à l'Albanie<sup>258</sup>. Une autre raison qui suscite le scepticisme à propos de cette initiative est le fait que la Serbie est l'un des pays les plus pro-russes de la région des Balkans occidentaux.

---

<sup>256</sup> Semenov, A. (2022), "Open Balkan : Objectives and Justifications, *Comillas Journal of International Relations*, 24, 24-34.

<sup>257</sup> Zito, E. (2022, 9 juin). "Open Balkan" e « fiton » Serbia, zgjerohet hendeku tregtar, por përmirësohet me Maqedoninë e Veriut. Revista Monitor. Consulté le 16 juin 2022, à l'adresse <https://www.monitor.al/open-balkan-zgjerohet-hendeku-tregtar-me-serbine-permiresohet-me-maqedonine/>

<sup>258</sup> Interview with Mme Elda Zotaj maître de conférences au Département de sciences politiques, à la Faculté des sciences politiques et juridiques, à l'Université "Aleksandër Moisiu", Durres, et chercheuse à l'Institut d'études européennes.

## Conclusion

Sur la base de l'approche constructiviste, les pays des Balkans occidentaux après les années 2000, ont exprimé leur désir et leur volonté de faire partie de l'UE au motif qu'ils partagent une identité collective et des croyances communes. Mais le chemin du processus d'intégration n'a pas été facile pour ces pays en raison du manque de stabilité qui a caractérisé ces régions, ainsi que des problèmes économiques et politiques.

Au cours de ces années, l'Albanie a été confrontée à divers défis sur la voie de son intégration dans les structures de l'UE. Le pays a pris une série de réformes pour transformer le système économique et politique centralisé dans une économie de marché, avec une société pluraliste et une démocratie libérale basée sur les droits de l'homme et la légalité. L'Albanie a fait des progrès au cours des 20 dernières années, mais ces progrès ont été lents et insuffisants pour s'intégrer à l'UE. Cependant, pour l'Albanie et pour de nombreux pays des Balkans occidentaux, l'UE reste le principal centre d'activité économique, diplomatique et politique. D'autre part, même si l'UE ne cesse d'affirmer son engagement envers les Balkans occidentaux, aucun progrès significatif n'a été enregistré ces dernières années dans le processus d'intégration des Balkans occidentaux en raison de plusieurs facteurs qui ont eu un impact sur ce processus. Étant donné que le processus d'intégration est un processus complexe qui est influencé par les attitudes de l'UE concernant la politique d'élargissement d'une part et le développement interne de l'Albanie.

Malgré de la volonté des Albanais de faire partie du projet européen, il existe plusieurs facteurs internes tels que, la polarisation politique, l'existence de phénomènes tels que la corruption, « state capture », qui conditionnent la démocratie, et une économie fragile qui se caractérise par un nombre élevé de chômage, une dette publique élevée et un niveau élevé de pauvreté, toutes ces raisons affectent le progrès du pays.

Le processus d'intégration a également été influencé par des facteurs externes liés à la politique d'élargissement, qui est considérée comme une politique réussie, mais ces dernières années, il y a eu un ralentissement de ce processus en raison de la montée de l'euroscepticisme,

des problèmes internes de l'UE, le manque d'unanimité dans la prise de décisions et l'élargissement vers les Balkans occidentaux n'ont pas été une priorité dans l'agenda de l'UE. Malgré tous les facteurs qui affectent le processus d'intégration, l'Albanie continue d'être l'un des pays les plus pro-européens et considère l'intégration à l'UE comme la seule alternative pour l'avenir du pays.

Selon le constructivisme, cette attitude pro-européenne de l'Albanie envers l'UE n'est pas seulement liée à l'aspect des intérêts économiques mais surtout elle est liée à l'identité, aux normes et aux valeurs libérales qui caractérisent l'UE et les Albanais se sentent partie prenante de cette identité européenne et partagent la même perception de ces valeurs.

L'intégration des pays des Balkans occidentaux dans l'UE reste l'alternative fiable, qui garantit la paix et la stabilité.

## Bibliographie

### Livres ou Ouvrages

- Anamali, S., and Prifti, K. (2002), *Historia e popullit shqiptar: Ilirët, Mesjeta, Shqipëria nën Perandorinë Osmane gjatë shek. XVI - vitet 20 të shek. XIX*, Tiranë . Botimet Toena
- Bieber, F. (2013), *EU Conditionality in the Western Balkans*, New York. Routledge.
- Dunne, T., Kurki, M., and Smith, S. (2007), *International Relations Theories*, Oxford. Oxford University Press.
- Elbasani, A. (2013), *European Integration and Transformation in the Western Balkans : Europeanization or Business as Usual ? (Routledge/UACES Contemporary European Studies)*. London. Routledge.
- Gordon, C. E., Kmezic, M., and Opardija, J. (2013), *Stagnation and Drift in the Western Balkans*, Bern. Peter Lang.
- Guzzini, S. (2013), *Power, Realism and Constructivism*, Oxford. Routledge.
- Kadare, I. (2006), *Identiteti evropian i shqiptarëve* , Tirane. ONUFRI.
- Keil, S., & Arkan, Z. (2014), *The EU and Member State Building*, London. Routledge.
- Krasniqi, A. (2009) , *Sistemet politike ne Shqiperi 1912–2008*, Tirane. UFO Press.
- Laffan, B. (2017), *Europe's Union in Crisis : Tested and Contested*, Oxford. Routledge.
- Noutcheva, G. (2012), *European Foreign Policy and the Challenges of Balkan Accession : Conditionality, Legitimacy and Compliance*, London. Routledge.
- Nugent, N. (2004), *European Union Enlargement*, Basingstoke. Macmillan Publishers.



Pond, E. (2006), *Endgame in the Balkans : Regime Change, European Style*, Amsterdam. Brookings Institution Press.

Schwok, R. (2016), *La construction européenne contribue-t-elle à la paix ?*, Lausanne. PU Polytechniqu.

Todorova, M. (2009), *Imagining the Balkans* , Oxford. Oxford University Press.

Wendt, A. (1999), *Social Theory of International Politics (Cambridge Studies in International Relations, Series Number 67)*. Cambridge University Press.

Wiener, A., Borzel, T. A., and Risse, T. (2009), *European Integration Theory*, Oxford. Oxford University Press.

#### Chapitres d'ouvrages

Abazi, A., and N. (2019), Albania : new geopolitics and shifting linkages. Dans *The Western Balkans in the World : Linkages and Relations with Non-Western Countries (Southeast European Studies)* ( p. 164-183). Basingstoke. Routledge.

Fischer, J. Bernd. (2012), Shqipëria që prej vitit 1989: trashëgimia hoxhiste. Dans *Shqipëria në dhjetë vitet e ardhshme –vështrim drejt së ardhmes*, Tiranë. AIIS.

Icener, E., and Phinnemore, D. (2014). Building on Experience? EU Enlargement and the Western Balkans. In S. Keil, and Z. Arkan (Eds.), *The EU and Member State Building: European Foreign Policy in the Western Balkans* , Oxford. Taylor and Francis

Risse, T. (2009), Social Constructivism and European integration. Dans *European integration theory* (p. 144-160). Oxford University Press.

Risse-Kappen, T., (1996), *Collective Identity in a Democratic Community: The Case of NATO*, Dans *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics* . (p. 1-35). New York. Columbia University Press.

#### Articles scientifiques

Abazi, E. (2021), "Geopolitics in the Western Balkans : linkages, leverages and gatekeepers.", *Academicus International Scientific Journal*, 24, p.85-108.

Bieber, F. (2018), "Patterns of competitive authoritarianism in the Western Balkans. ", *East European Politics*, 34(3), p.337-354.

Club of Three (2000), "The Balkans and New European Responsibilities", *Strategy paper presented to the special meeting of "The Club of Three and the Balkans"*, Wim van Meurs, Brussels, p

Devrim, D., and Schulz, E. (2009), "Enlargement Fatigue in the European Union : From Enlargement to Many Unions. ", *Real Instituto Elcano*, p.1-26.

Dérens, J. A. (2015), "Les Balkans occidentaux et la faillite du processus d'élargissement européen. ", *Politique étrangère, Printemps(1)*, 173-187.

Dollani, P., and Shahini, B. (2011), "Costs and Benefits of European Integration : The Albanian Case.", *Wrocławskie Studia Politologiczne*, p. 200-208.

Elbasani, A. (2010), "Albania in Transition : Manipulation or Appropriation of International Norms. " *Southeast European Politics*, V(1), p.24-44.

Gaspard, M. (2007), "Les élargissements de l'Union dans les Balkans occidentaux : état des lieux et perspectives .", *Politique Étrangère, Été(2)*, 427.

Guyader, M. (2007), "Élargissements et intégration dans l'Union. ", *Politique étrangère*, (2)

- Jusufi, I. (2017), "Albania's Transformation since 1997 : Successes and Failures. ",  
*Croatian International Relations Review*, 23(77), p. 81-115.
- Kolstø Pål (2016), "Western Balkans' as the New Balkans: Regional Names as Tools for Stigmatisation and Exclusion", *Europe-Asia Studies*, vol. 68,
- Krasniqi, A. (2014), "Albanian transition - the contrast between eastern mentality and European identity.", *Interdisciplinary Journal of Research and Development*, 1(1), p.62-66.
- Madhi, G., Juzová, J., Strážay, T., Balcer, A., Minić, J., and Garai, N. (2019), "Reconciliation in the Western Balkans : Overcoming the past together. ", *Europeum*, p. 1-13.
- Musliu, V. (2021), "The Berlin Process for the Western Balkans. What is in a name?", *The Journal of Cross-Regional Dialogues/La Revue de dialogues inter-régionaux* ,(2).
- Mirel, P. (2018), "The Western Balkans: between stabilization and integration in the European Union.", *European Issues Policy Paper, Fondation Robert Schuman*, (459)
- Nigoul, C. (2008). "Les Balkans occidentaux sous la tutelle de la communauté internationale.", *L'Europe En Formation*, 349-350(3), p.15-32.
- Nugroho, G. (2008), "Constructivism and International Relations Theories. ",  
*Global & Strategis*, 2(1), p.85-98.
- o'Brennan, J., and Gassie, E. (2009), "From stabilization to consolidation : Albanian state capacity and adaptation to European Union rules. ", *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 11(1), p.61-82.
- Panagiotou, R. (2011), "Albania and the EU : from isolation to integration. ", *Journal of Balkan and Near Eastern Studies*, 13(3), p.357-374.
- Petrovic, T. (2009), "A Long Way Home: Representations of the Western Balkans in Political and Media Discourses", (*Ljubljana, Mirnovni institute Ljubljana*),

Saurugger, S. (2013), “Constructivism and public policy approaches in the EU : from ideas to power games.”, *Journal of European Public Policy*, 20(6), p.888-906.

Semenov, A. (2022), “Open Balkan : Objectives and Justifications.”, *Comillas Journal of International Relations*, 24, p.24-34.

Türkes, M., and Gökgöz, G. (2006), “The European Union’s Strategy towards the Western Balkans : Exclusion or Integration ? ”, *East European Politics and Societies : And Cultures*, 20(4), p.659-690.

Uruci, E., and Borici, A. (2009), “ The Impact Of The Actual Global Crisis In The Albanian Economy.”, And Business. *Research Gate*, p.1-11.

Wendt, A. (1992), “Anarchy is what states make of it: the social construction of power politics.”, *International organization*, 46(2)

Working Papers, Think Tanks, Recherches

Civici, A., and Xhepa, S. (2021, janvier). *Sistemi Ekonomik Dhe Roli i Shtetit në Shoqëri*. Friedrich Ebert. Consulté le 13 mai 2021, à l’adresse <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/albanien/17524.pdf>

Dahrendorf Forum, and Economides, S. (2020, mars). *From Fatigue to Resistance : EU Enlargement and the Western Balkans* (Working Paper No. 17). London School of Economics and Political Science. Consulté le 4 mai 2021, à l’adresse <https://www.dahrendorf-forum.eu/wp-content/uploads/2020/03/From-Fatigue-to-Resistance.pdf>

*Eu Connectivity Agenda For The Western Balkans*. (2020). European Commission. Consulté le 14 mars 2022 à l’adresse [https://wbif.eu/storage/app/media/Library/6.%20Connectivity%20Agenda/brochure\\_wb\\_connectivity\\_agenda\\_en.pdf](https://wbif.eu/storage/app/media/Library/6.%20Connectivity%20Agenda/brochure_wb_connectivity_agenda_en.pdf)

European Commission External Relations Directorate General. (2007). *CARDS Assistance Programme to the western Balkans Regional Strategy Paper 2002–2006*. Consulté le 1 mars 2022 à l'adresse [https://wbc-rti.info/object/document/7691/attach/0374\\_EC\\_CARDSRegionalStrategy2002-6.pdf](https://wbc-rti.info/object/document/7691/attach/0374_EC_CARDSRegionalStrategy2002-6.pdf)

European Parliament. (2019). *Reconciliation in the Western Balkans*. Consulté le 14 novembre 2021 à l'adresse [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637964/EPRS\\_BRI\(2019\)637964\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2019/637964/EPRS_BRI(2019)637964_EN.pdf)

Lemstra, M. (2020, septembre). The destructive effects of state Policy Brief capture in the Western Balkans EU enlargement undermined. *Clingendael*. Consulté le 13 avril 2022, à l'adresse [https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-10/Policy\\_Brief\\_Undermining\\_EU\\_enlargement\\_2020.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/2020-10/Policy_Brief_Undermining_EU_enlargement_2020.pdf)

Fondacioni Friedrich Ebert and Fondacioni Konrad Adenauer. (2015). *Shqipëria në Procesin e Berlinit Arritjet aktuale dhe sfidat e Samitit të Parisit*. Instituti për Bashkëpunim dhe Zhvillim. Consulté le 20 mars 2022, à l'adresse <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/albanien/13133.pdf>

Lilyanova, V., and Perchoc, P. (2019). *Reconciliation in the Western Balkans : The difficulty of emulating the EU model | Think Tank | European Parliament*. Think Tank European Parliament. Consulté le 14 mars 2022, à l'adresse [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS\\_BRI\(2019\)637964](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2019)637964)

Marciaq, F. (2017). *The EU and the Western Balkans after the Berlin Process*. Friedrich-Ebert-Stiftung Dialogue Southeast Europe. Consulté le 10 mai 2022, à l'adresse [http://oefz.at/wp-content/uploads/2017/12/171206\\_Study\\_Marciaq\\_online.pdf](http://oefz.at/wp-content/uploads/2017/12/171206_Study_Marciaq_online.pdf)

Members' Research Service. (2016, 27 septembre). *The Western Balkans and the EU : Enlargement and challenges*. Epthinktank. Consulté le 8 mars 2022, à l'adresse <https://epthinktank.eu/2016/09/27/the-western-balkans-and-the-eu-enlargement-and-challenges/>

Nechev, Z., Madhi, G., Čerimagić, A., and Nicić, J. (2017, novembre). *Towards the more visible, efficient and effective : Berlin Process 2.0*. EU Policy hub. Consulté le 28 mars 2022, à l'adresse <http://www.eupolicyhub.eu/wp-content/uploads/2017/12/Berlin-Process-2-web.pdf>

Ristić, D. (2021). *Open Balkan Initiative*. Consulté le 14 novembre 2021, à l'adresse <https://cep.org.rs/en/blogs/open-balkan-initiative/>

## Rapports

Commission des affaires étrangères. (2021). *Rapport sur les rapports 2019–2020 de la Commission concernant l'Albanie* (2019/2170(INI)).

Commission Européenne (2020). Renforcer le processus d'adhésion – Une perspective européenne crédible pour les Balkans occidentaux. Bruxelles, le 5.2.2020 COM(2020) 57 final

Directorate-General for Neighbourhood and Enlargement Negotiations. (2014, octobre). *Communication From The Commission To The European Parliament, The Council, The European Economic And Social Committee And The Committee Of The Regions Enlargement Strategy and Main Challenges 2014–15* (COM(2014) 700 final). European Commission.

Economist Intelligence. (2022). *Democracy Index 2021 The China challenge*. Consulté le 3 avril 2022, à l'adresse <http://www.eiu.com/Handlers/WhitepaperHandler.ashx?fi=Democracy-Index-2021.pdf&mode=wp&campaignid=DemoIndex21>

European Commission (2014). *Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2014 Report*. COM(2014)700 final of 8.10.2014

European Commission (2020). *Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2020 Report*. Brussels, 6.10.2020 SWD(2020) 354 final

European Commission (2020). *An Economic and Investment Plan for the Western Balkans*. Brussels, 6.10.2020 COM(2020) 641 final

European Commission (2021). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2021 Report. Strasbourg, 19.10.2021 SWD(2021) 289 final.

Freedom House. (2022). *Freedom In The World. The Global Expansion of Authoritarian Rule*. Consulté le 12 avril 2022, à l'adresse [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW\\_2022\\_PDF\\_Booklet\\_Digital\\_Final\\_Web.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf)

Freedomhouse. (2019). *Nations in Transit, Albania*. Consulté le 17 avril 2022, à l'adresse [https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018\\_Albania\\_0.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/NiT2018_Albania_0.pdf)

Instituti për Bashkëpunim dhe Zhvillim. (2015). *Shqipëria në Procesin e Berlinit Arritjet aktuale dhe sfidat e Samitit të Parisit*. Consulté le 3 mai 2022, à l'adresse <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/albanien/13133.pdf>

Komiteti Ekonomik and Social Evropian. (2019). *Marrëdhëniet mes BE-së dhe Ballkanit Perëndimor – rekomandime të KESE-së*. EESC. Consulté le 23 avril 2022, à l'adresse <https://doi.org/10.2864/1>

OSCE and ODIHR. (2013). *Republic Of Albania Parliamentary Elections 23 June 2013 OSCE/ODIHR Election Observation Mission*. OSCE/ODIHR. Consulté le 3 mai 2022, à l'adresse <https://www.osce.org/files/f/documents/e/2/106963.pdf>

*Regional Cooperation In The Western Balkans*. (2021). Balkans Policy Research Group. Consulté le 10 avril 2022, à l'adresse [https://balkansgroup.org/wp-content/uploads/2021/02/Regional-Cooperation-in-the-Western-Balkans\\_Regional-Economic-Area-the-mini\\_schengen-and-the-Common-Regional-Market-WEB-1.pdf](https://balkansgroup.org/wp-content/uploads/2021/02/Regional-Cooperation-in-the-Western-Balkans_Regional-Economic-Area-the-mini_schengen-and-the-Common-Regional-Market-WEB-1.pdf)

The European Court of Auditors. (2022). *EU support for the rule of law in the Western Balkans : despite efforts, fundamental problems persist* (No 01). Consulté le 20 mai 2022, à l'adresse <https://doi.org/10.2865/22396>

The World Bank and The Vienna Institute for International Economic Studies. (2020, mars). *Western Balkans Labor Market Trends*. The Vienna Institute for International Economic Studies.

Consulté le 23 avril 2022, à l'adresse <https://wiiw.ac.at/western-balkans-labor-market-trends-2020-dlp-5300.pdf>

The World Bank. (2019). *Steering Through Crises* (No.21). Consulté le 16 avril 2022, à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37368/P17720607706c30e90841607b7d53ee8106.pdf>

Transparency International and The Institute for Democracy and Mediation. (2021). *Deconstructing State Capture in Albania : An Examination of Grand Corruption Cases and Tailor-Made Laws from 2008 to 2020*. Transparency International. Consulté le 7 mai 2022, à l'adresse [https://idmalbania.org/wp-content/uploads/2021/11/2021\\_Report\\_DeconstructingStateCaptureAlbania\\_English.pdf](https://idmalbania.org/wp-content/uploads/2021/11/2021_Report_DeconstructingStateCaptureAlbania_English.pdf)

Transparency International. (2020, 16 décembre). *Captured states in the Western Balkans and Turkey - News*. Transparency.Org. Consulté le 20 mars 2022, à l'adresse <https://www.transparency.org/en/news/captured-states-western-balkans-turkey>

*Western Balkans Regular Economic Report : Steering Through Crises* (No 21). (2022). The World Bank. Consulté le 20 mai 2022, à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37368/P17720607706c30e90841607b7d53ee8106.pdf>

Documents et déclarations officielles

*14.2 billion euro to help accession countries implementing EU-related reforms* | News | European Parliament. (2021, 15 septembre). European Parliament. Consulté le 3 avril 2022, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20210910IPR11914/14-2-billion-euro-to-help-accession-countries-implementing-eu-related-reforms>

A. (2019). *Balkans occidentaux : pas de progrès sans réconciliation*. Ministère fédéral des Affaires étrangères. Consulté le 3 avril 2022, à l'adresse <https://www.auswaertiges-amt.de/fr/newsroom/-/2210434#:~:text=La%20r%C3%A9conciliation%20dans%20les%20Balkans,et%20d'%C2%AB%20exiger%20%C2%BB>.



*Albania Data.* (2022). IMF. Consulté le juin 2022, à l'adresse <https://www.imf.org/en/Countries/ALB>

*Berlin Process | The Berlin Process is coming back to Berlin.* (2021). Berlin Process. Consulté le 2 juin 2022, à l'adresse <https://www.berlinprocess.de/en/the-berlin-process-is-coming-back-to-berlin>

Commission Européenne (2010). Avis de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne ,Bruxelles, le 9.11.2010 COM(2010) 680 final

Directorate-General for Neighborhood and Enlargement Negotiations. (2014, October). *Communication From The Commission To The European Parliament, The Council, The European Economic And Social Committee And The Committee Of The Regions. Enlargement Strategy And Main Challenges 2014–15.* (COM(2014) 700 final). European Commission.

European Commission (2020). Enhancing the accession process - A credible EU perspective

*European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations.* (2022, 15 mars). European Commission. Consulté le 2 avril 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/albania\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/albania_en) for the Western Balkans. Brussels, 5.2.2020 COM(2020) 57 final

*EUR-Lex - accession\_criteria\_copenhague - EN - EUR-Lex.* (1993). EUR-Lex. Consulté le 1 mai 2022, à l'adresse <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/accession-criteria-copenhagen-criteria.html>

*Grafiket, ja si eshte rritur ekonomia e Shqiperise, qe nga vitet 80.* (2017, 19 mai). Albanian Construction Portal. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://acp.al/news/3318/Grafiket,-ja-si-eshte-rritur-ekonomia-e-Shqiperise,-qe-nga-vitet-80/>

*How IPA works.* (2020). Regional Policy - European Commission. Consulté le 7 mars 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/regional\\_policy/en/funding/ipa/how/](https://ec.europa.eu/regional_policy/en/funding/ipa/how/)

*Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian.* (2022, 4 avril). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 15 octobre 2021, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetegashtme.gov.al/anetaresimi-ne-be/historiku/>

IPA. (2020, 8 mai). Integrimi i Republikës së Shqipërisë në Bashkimin Europian. Consulté le 8 février 2022, à l'adresse <http://integrimi-ne-be.punetejashtme.gov.al/mbeshitetja-e-be-se/ipa/>

*Madrid European Council (12/95): Conclusions.* (1995). European Parliament. Consulté le 13 novembre 2021, à l'adresse [https://www.europarl.europa.eu/summits/mad1\\_en.htm](https://www.europarl.europa.eu/summits/mad1_en.htm)

Ministria e Financave dhe Ekonomisë. (2020). *Raporte per Covid-19.* Consulté le 5 avril 2022, à l'adresse <https://financa.gov.al/raporte-per-covid-19/>

*Multi-country – financial assistance under IPA II.* (2021, 21 décembre). European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations. Consulté le 26 novembre 2021, à l'adresse [https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/overview-instrument-pre-accession-assistance/multi-country-financial-assistance-under-ipa-ii\\_en](https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/enlargement-policy/overview-instrument-pre-accession-assistance/multi-country-financial-assistance-under-ipa-ii_en)

Munter, A. (2021, 1 octobre). *Les Balkans occidentaux | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen.* Parlement européen. Consulté le 1 décembre 2021, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/168/les-balkans-occidentaux>

*Press corner : The von der Leyen Commission : for a Union that strives for more.* (2019, 10 septembre). European Commission - European Commission. Consulté le 16 avril 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip\\_19\\_5542](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_19_5542)

*Press corner.* (2012). European Commission. Consulté le 26 janvier 2022, à l'adresse [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO\\_12\\_763](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/MEMO_12_763)

*Punësimi dhe papunësia.* (2022). Instat. Consulté le 18 avril 2021, à l'adresse <http://www.instat.gov.al/al/temat/tregu-i-pun%C3%ABs-dhe-arsimi/pun%C3%ABsimi-dhe-papun%C3%ABsia/#tab3>

RCC. (2021–2022). *Balkan Barometer* / [EU ACCESSION]. Regional Cooperation Council. <https://www.rcc.int/balkanbarometer/results/2/public>

Version consolidée du traité sur l'Union européenne — Titre VI: Dispositions finales — [Article 49](#) (ex-article 49 TUE) (JO C 202 du 7.6.2016, p. 43)

## Articles de presse

*Albania Has Highest Poverty in Western Balkans, IMF Says.* (2021). ALBANIA DAILY NEWS.

Consulté le 2022, à l'adresse <https://albaniandailynews.com/news/albania-has-highest-poverty-in-western-balkans-imf-says#:~:text=Pandemic%20and%20earthquake%20increased%20poverty,from%2031.8%25%20the%20previous%20year.>

*CORDIS / European Commission.* (1993). Commission Europea. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse

<https://cordis.europa.eu/article/id/1605-phare-indicative-programme-albania/it>

E. (2021, 6 juillet). *Berlin Process : Leaders praise successes of regional integration, commit to continue economic cooperation.* European Western Balkans. Consulté le 16 novembre 2021, à

l'adresse <https://europeanwesternbalkans.com/2021/07/06/berlin-process-leaders-praise-successes-of-regional-integration-commit-to-continue-the-process/>

*Élargissement de l'UE.* (2022, 25 juin). European Council. Consulté le 1 juillet 2022, à l'adresse

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/enlargement/#:~:text=Qu'est%2Dce%20que%20l,de%20conditions%20politiques%20et%20%C3%A9conomiques.>

Euronews Albania. (2020, 4 mai). *Metodologjia e re e Zgjerimit të Bashkimit European-ndikimet në procesin e integritetit për Shqipërinë dhe Maqedoninë e Veriut.* Consulté le 12 mars 2022, à

l'adresse <https://euronews.al/programs/2020/05/04/metodologjia-e-re-e-zgjerimit-te-bashkimit-european-ndikimet-ne-procesin-e-integritetit-per-shqiperine-dhe-maqedonine-e-veriut/>

E.W.B. (2021). *Open Balkan : Leaders commit to a more effective implementation of the freedom of movement measures.* Consulté le 16 novembre 2021, à l'adresse

<https://europeanwesternbalkans.com/2021/11/04/open-balkan-leaders-commit-to-a-more-effective-implementation-of-the-freedom-of-movement-measures/>

Gotev, G. (2019, 29 avril). *Juncker looks back on 15 years of 'big bang' EU enlargement*. Euractiv. Consulté le 19 avril 2022, à l'adresse <https://www.euractiv.com/section/enlargement/news/juncker-looks-back-on-15-years-of-big-bang-eu-enlargement/>

Java News. (2018, 18 avril). *Zëdhënësja e KE : Rekomandimi për Shqipërinë, inkurajim i fortë për reformat*. JavaNews.AL. Consulté le 12 mars 2022, à l'adresse <https://javanews.al/zedhenesja-e-ke-rekomandimi-per-shqiperine-inkurajim-forte-per-reformat/>

Koutsokosta, E. (2021, 11 mai). *Splitting EU membership bids of North Macedonia and Albania « not possible »*. Euronews. Consulté le 23 novembre 2021, à l'adresse <https://www.euronews.com/my-europe/2021/05/10/not-possible-to-decouple-eu-bids-of-north-macedonia-and-albania-says-zaev>

Rachynski, C. (2021, 21 juin). *IPA III : The Council and the European Parliament finally reached provisory agreement about the pre-accession financial support*. Welcomeurope. Consulté le 22 mars 2022, à l'adresse <https://www.welcomeurope.com/en/ipa-iii-the-council-and-the-european-parliament-finally-reached-provisory-agreement-about-the-pre-accession-financial-support/>

Schimmelfennig, F. (2015, 12 novembre). *Juncker's enlargement standstill threatens the EU's credibility*. Friends of Europe. Consulté le 15 février 2022, à l'adresse <https://www.friendsofeurope.org/insights/junckers-enlargement-standstill-threatens-the-eus-credibility/>

Taylor, A. (2022, 11 avril). *Albanian prime minister could seek decoupling from North Macedonia in EU bid*. Www.Euractiv.Com. Consulté le 13 avril 2022, à l'adresse [https://www.euractiv.com/section/politics/short\\_news/albanian-prime-minister-could-seek-decoupling-from-north-macedonia-in-eu-bid/](https://www.euractiv.com/section/politics/short_news/albanian-prime-minister-could-seek-decoupling-from-north-macedonia-in-eu-bid/)

*The Pyramid Crisis in Albania Examined*. (2012, 18 avril). Culture Trip. Consulté le 23 février 2022, à l'adresse <https://theculturetrip.com/europe/albania/articles/the-pyramid-crisis-in-albania/>

*Unanimity*. (s.d.). European Council. Consulté le 30 janvier 2022, à l'adresse <https://www.consilium.europa.eu/en/council-eu/voting-system/unanimity/>

Zito, E. (2022, 9 juin). “*Open Balkan*” e « *fiton* » Serbia, zgjerohet hendeku tregtar, por përmirësohet me Maqedoninë e Veriut. Revista Monitor. Consulté le 16 juin 2022, à l’adresse <https://www.monitor.al/open-balkan-zgjerohet-hendeku-tregtar-me-serbine-permiresohet-me-maqedonine/>

#### Thèses de doctora

Lika L. (2020) , *Les Balkans occidentaux à la croisée de l’intégration européenne et de la projection des puissances émergentes. Analyse du cadre triangulaire entre les Balkans occidentaux, l’Union européenne et la Turquie*, Thèse de doctorat en science politique et sociale, Université de Liège.

## Annex

Table 1  
Les initiatives de coopération régionale.

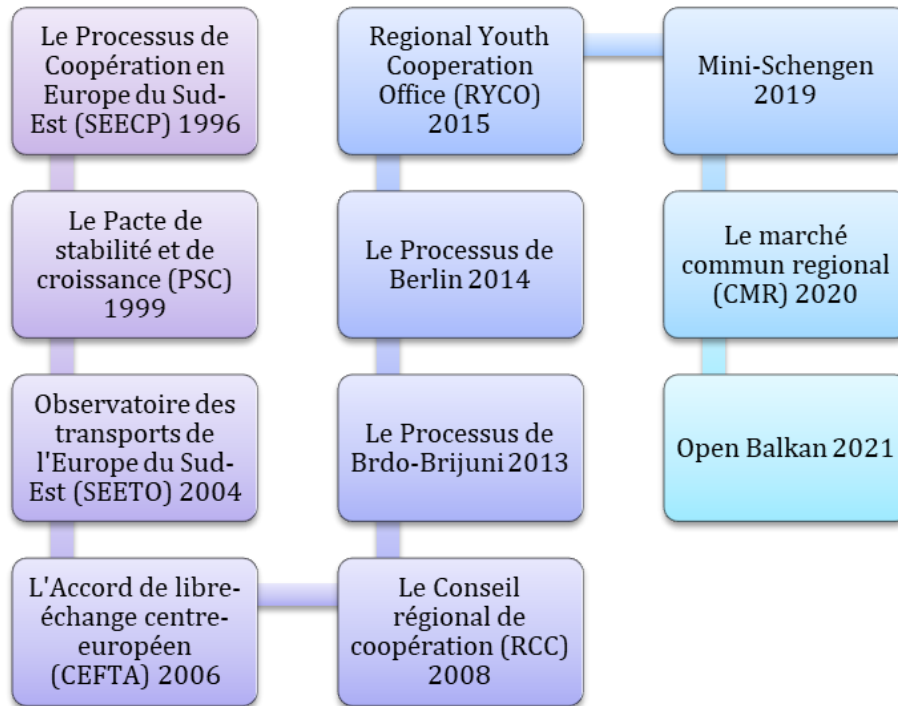


Table 2<sup>259</sup>

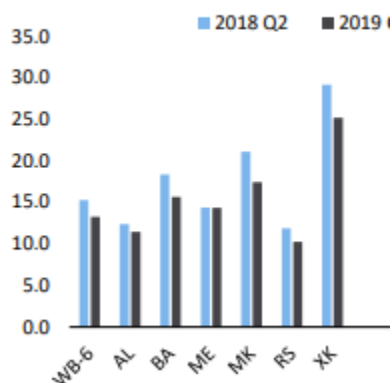
	Albanie	Bosnie-Herzégovine	Kosovo	Macédoine du Nord	Monténégro	Serbie
Statut des pays candidats potentiels	2000	2003		2000	2000	2000
L'ouverture et la fermeture de l'ASA	2003-2006	2005-2008	2002-2010	2000-2001	2006-2007	2005-2008
Entrée en vigueur de ASA	2009	2015	2016	2004	2010	2013
Libéralisation de visa	2010	2010	-----	2008	2009	2009
Statut de pays candidats	2014	_____	_____	2005	2010	2012
Ouverture de négociation	_____	_____	_____	_____	2012	2013

<sup>259</sup> Munter, A. (2021, 1 octobre). *Les Balkans occidentaux | Fiches thématiques sur l'Union européenne | Parlement européen*. Parlement européen. Consulté le 1 décembre 2021, à l'adresse <https://www.europarl.europa.eu/factsheets/fr/sheet/168/les-balkans-occidentaux>

Table 4 & 5<sup>260</sup>

Source: The World Bank

**Total**



**Western Balkans Outlook, 2019-2024**

	2019	2020	2021p	2022f	2023f	2024f
<b>Real GDP Growth (percent)</b>						
Albania	2.2	-3.5	8.5	3.2	3.5	3.5
Bosnia and Herzegovina	2.8	-3.1	7.1	2.7	3.1	3.5
Kosovo	4.8	-5.3	9.1	3.9	4.3	4.2
North Macedonia	3.9	-6.1	4.0	2.7	3.1	3.2
Montenegro	4.1	-15.3	12.4	3.6	4.7	3.7
Serbia	4.3	-0.9	7.4	3.2	2.7	2.8
WB6	3.7	-3.2	7.4	3.1	3.1	3.2

Table 6

Source: The Economist Intelligence

	Overall score	Global Rank	Regional rank	Electoral process and pluralism	Functioning of government	Political participation	Political culture	Civil liberties	Regime type
Albania	6.11	68	13	7.00	6.43	4.44	5.63	7.06	Flawed democracy
Bosnia-Herzegovina	5.04	95=	20	7.00	3.29	5.56	3.75	5.59	Hybrid regime
Kosovo*									
North Macedonia	6.03	73	15	7.42	6.43	6.11	3.13	7.06	Flawed democracy
Montenegro	6.02	74	16	7.42	6.43	6.67	3.13	6.47	Flawed democracy
Serbia	6.36	63	12	8.25	6.07	6.67	3.75	7.06	Flawed democracy

\* Il n'y a pas de données pour le Kosovo

<sup>260</sup> *Western Balkans Regular Economic Report : Steering Through Crises* (N° 21). (2022). The World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/37368/P17720607706c30e90841607b7d53ee8106.pdf>



Table 7<sup>261</sup>

Source: Freedom House

	Albania	Bosnia-Herzegovina	Kosovo	North Macedonia	Montenegro	Serbia
Political rights	28/40	19/40	25/40	28/40	26/40	21/40
Civil liberties	39/60	34/60	31/60	39/60	41/60	41/60
Total score and status	67/100 Partly free	53/100 Partly free	56/100 Partly free	67/100 Partly free	67/100 Partly free	62/100 Partly free

<sup>261</sup> Freedom House. (2022). *Freedom In The World. The Global Expansion of Authoritarian Rule*. Consulté le 12 avril 2022, à l'adresse [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW\\_2022\\_PDF\\_Booklet\\_Digital\\_Final\\_Web.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf)

Table 8<sup>262</sup>

	Chronologie de processus d'intégration européenne
01-06-2004 12-06-2006	Le Conseil européen adopte un partenariat avec l'Albanie. L'accord de stabilisation et d'association et l'accord <b>intérimaire</b> sont signés.
01-12-2006	L'accord intérimaire entre en vigueur
01-01-2007	Fonds IPA disponibles pour aider l'Albanie à se préparer à l'adhésion.
01-01-2008	L'accord de facilitation des visas entre l'UE et l'Albanie entre en vigueur
01-04-2009	L'accord de stabilisation et d'association entre en vigueur.
24-04-2009	L'Albanie présente sa demande d'adhésion à l'UE.
09-11-2010	La Commission européenne rend son avis sur la demande d'adhésion de l'Albanie à l'UE.
15-12-2010	Régime sans visa pour l'espace Schengen introduit pour tous les citoyens albanais ayant un passeport biométrique.

<sup>262</sup> European Commission (2021). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2021 Report. Strasbourg, 19.10.2021 SWD(2021) 289 final

01-02-2011	Un plan d'action portant sur les 12 priorités clefs identifiées dans l'avis de la Commission européenne est adopté par l'Albanie.
10-10-2012	La Commission européenne recommande d'accorder à l'Albanie le statut de candidat à l'UE, sous réserve de l'achèvement de mesures clefs dans certains domaines.
12-11-2013	L'UE et l'Albanie tiennent la première réunion du dialogue de haut niveau sur les priorités clefs.
27-06-2014	Le Conseil a accordé le statut de candidat à l'Albanie en juin 2014.
01-04-2018	La Commission réitère sa recommandation inconditionnelle d'ouvrir les négociations d'adhésion.
01-06-2018	Le Conseil trace la voie vers l'ouverture des négociations d'adhésion.
25-03-2020	Le Conseil décide d'ouvrir les négociations d'adhésion.
Juillet 2020	Présentation du projet de cadre de négociation aux États membres.
Octobre 2020	La Commission propose un plan économique et d'investissement pour soutenir et rapprocher les Balkans occidentaux de l'UE.
Mai 2021	La Commission informe le Conseil que l'Albanie a rempli la condition restante à remplir avant la tenue de la première conférence intergouvernementale des négociations d'adhésion.

Table 9<sup>263</sup>

Source: Freedom House

Albania	2022	2021	2020	2019	2018	2017
Political rights	28/40	27/40	27/40	28/40	28/40	28/40
Civil liberties	39/60	39/60	40/60	39/60	40/60	40/60
Total score and status	67/100 Partly free	66/100 Partly free	67/100 Partly free	67/100 Partly free	68/100 Partly free	68/100 Partly free

Table 10<sup>264</sup>

Albanie

Source: The Economist Intelligence

	Overall score	Global Rank	Electoral process and pluralism	Functioning of government	Political participation	Political culture	Civil liberties	Regime type
2021	6.11	68	7.00	6.43	4.44	5.63	7.06	Flawed democracy
2020								
2019	5.89	79	7.00	5.36	4.44	5.00	7.65	Hybrid regime
2018	5.98	76	7.00	4.71	5.56	5.00	7.65	Hybrid regime
2017	5.98	77	7.00	4.71	5.56	5.00	7.65	Hybrid regime
2016	5.91	81	7.00	4.36	5.56	5.00	7.65	Hybrid regime
2015	5.91	81	7.00	4.36	5.56	5.00	7.65	Hybrid regime
2014	5.67	88	7.00	4.00	5.00	5.00	7.35	Hybrid regime

<sup>263</sup> Freedom House. (2022). *FREEDOM IN THE WORLD. The Global Expansion of Authoritarian Rule*.  
[https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW\\_2022\\_PDF\\_Booklet\\_Digital\\_Final\\_Web.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2022-02/FIW_2022_PDF_Booklet_Digital_Final_Web.pdf)

<sup>264</sup> Economist Intelligence. (2022). *Democracy Index 2021 The China challenge*.  
<http://www.eiu.com/Handlers/WhitepaperHandler.ashx?fi=Democracy-Index-2021.pdf&mode=wp&campaignid=DemoIndex21>

2013	5.67	92	7.00	4.00	5.00	5.00	7.35	Hybrid regime
2012	5.67	90	7.00	4.00	5.00	5.00	7.35	Hybrid regime

Table 11<sup>265</sup>

La situation de l'Albanie en ce qui concerne la réalisation de l'acquis communautaire

Cluster	Chapitres	Situation actuelle
1 : Les fondamentaux du processus d'adhésion	5. Marchés publics	<b>Modérément préparé</b>
	18. Statistiques	<b>Modérément préparé</b>
	23. Appareil judiciaire et droits fondamentaux	Un certain niveau de préparation
	24. Justice, liberté et sécurité	Un certain niveau de préparation
	32. Contrôle financier	<b>Modérément préparé</b>
2 : Marché Intérieur	1. Libre circulation des biens	<b>Modérément préparé</b>
	2. Libre circulation des travailleurs	Un certain niveau de préparation
	3. Droit d'établissement et libre prestation de services	<b>Modérément préparé</b>
	4. Libre circulation des capitaux	<b>Modérément préparé</b>
	6. Droit des sociétés	<b>Modérément préparé</b>
	7. Droits de propriété intellectuelle	<b>Modérément préparé</b>
	8. Politique de la concurrence	<b>Modérément préparé</b>
	9. Services financiers	<b>Modérément préparé</b>
	28. Protection des consommateurs et de la santé	Stade précoce
3 : Compétitivité et croissance inclusive	10. Société de l'information et médias	<b>Modérément préparé</b>
	16. Fiscalité	<b>Modérément préparé</b>
	17. Politique économique et monétaire	<b>Modérément préparé</b>
	19. Politique sociale et emploi	Un certain niveau de préparation
	20. Politique d'entreprise et politique industrielle	<b>Modérément préparé</b>
	25. Science et recherche	Un certain niveau de préparation
	26. Éducation et culture	<b>Modérément préparé</b>
29. Union douanière	<b>Modérément préparé</b>	
4 : L'agenda Vert et la Connectivité Durable	14. Politique des transports	Un certain niveau de préparation
	15. Énergie	<b>Modérément préparé</b>
	21. Réseaux transeuropéens	Un certain niveau de préparation
	27. Environnement	Un certain niveau de préparation
5 : Ressources, Agriculture et Cohésion	11. Agriculture et développement rural	Un certain niveau de préparation
	12. Sécurité alimentaire, politique vétérinaire et phytosanitaire	Un certain niveau de préparation
	13. Pêche	Un certain niveau de préparation
	22. Politique régionale et coordination des instruments structurels	<b>Modérément préparé</b>
	33. Dispositions financières et budgétaires	Un certain niveau de préparation

<sup>265</sup> European Commission (2021). Communication on EU Enlargement Policy- Albania 2021 Report. Strasbourg, 19.10.2021 SWD(2021) 289 final: file:///C:/Users/user/Downloads/Albania-Report-2021%20(1).pdf

6 : Relations Extérieures	30. Relations extérieures	Bon niveau de préparation
	31. Politique étrangère, de sécurité et de défense	Bon niveau de préparation

### Les questions utilisées lors des interviews

- 1)- Quelle est votre opinion sur la politique d'élargissement de l'UE vers les Balkans occidentaux ?
- 2)- Comment voyez-vous les progrès de l'Albanie sur la voie de l'UE et dans quels domaines l'Albanie a-t-elle moins progressé dans le processus d'intégration ?
- 3)- Quelles sont les relations actuelles entre les Balkans occidentaux et l'UE et plus précisément entre l'Albanie et l'UE ?
- 4)- Quelles sont les raisons de ne pas ouvrir de négociations pour l'Albanie et quelle est la position de la Délégation de l'UE en Albanie à ce stade ?
- 5)- Quel a été le rôle de la classe politique dans les processus d'intégration ?
- 6)- Le climat politique est-il actuellement favorable en Albanie pour permettre l'avancement des réformes (suggérées par l'UE) ?
- 7)- Pensez-vous que suffisamment a été fait par l'UE pour le développement et la démocratisation de l'Albanie ?
- 8)- Quel rôle l'opposition a-t-elle joué ces dernières années et pensez-vous que les problèmes internes du DP ont affecté les processus d'intégration ?
- 9)- Quelle est votre opinion sur l'initiative « Open Balkan » et comment cette initiative affecte-t-elle les processus d'intégration de l'Albanie ?
- 10)- Comment la guerre Ukraine-Russie affecte-t-elle la politique d'élargissement de l'UE et aura-t-elle des conséquences pour les Balkans occidentaux ?
- 11)- Quel est l'impact du processus de Berlin sur l'intégration de l'Albanie dans l'UE ?

12)- Quelles sont les relations actuelles entre les Balkans occidentaux et l'UE et plus précisément entre l'Albanie et l'UE ?

13)-Pensez-vous que la politique de « conditionnalité » que l'UE a utilisée pour la région des Balkans occidentaux donne de bons résultats ?

14)- Quelle est la perception des Albanais concernant l'intégration à l'UE et y a-t-il une augmentation du scepticisme à l'égard de ce processus ?

### **Liste des entretiens**

Mme Elda Zotaj maître de conférences au Département de sciences politiques, à la Faculté des sciences politiques et juridiques, à l'Université "Aleksandër Moisiu", Durres, et chercheuse à l'Institut d'études européennes. Date : 28.03.2022 (Durres)

Mme Rudina Hajdari : Présidente de la Commission albanaise pour l'intégration 2018-2020 et membre du parlement albanais. 2017-2021. Date : 05.04.2022 (Tirane)

Responsable politique Délégation de l'Union européenne en Albanie (J.P) 21.07.2021 (Online in ZOOM)

La secrétaire de la mission de l'Albanie auprès de l'UE (XH.J) date : 09.05. 2022 (BRUXELLES)